6356

OCTOBRE 1937 ANNÉE II — Numéro III

# Les Cahiers de Terre libre

PUBLICATION MENSUELLE

Pour paraître en 1937-38 : dix cahiers de 64 pages, formant une série d'études sur les événements ibériques et les révolutions et contre - révolutions en Europe depuis la Guerre

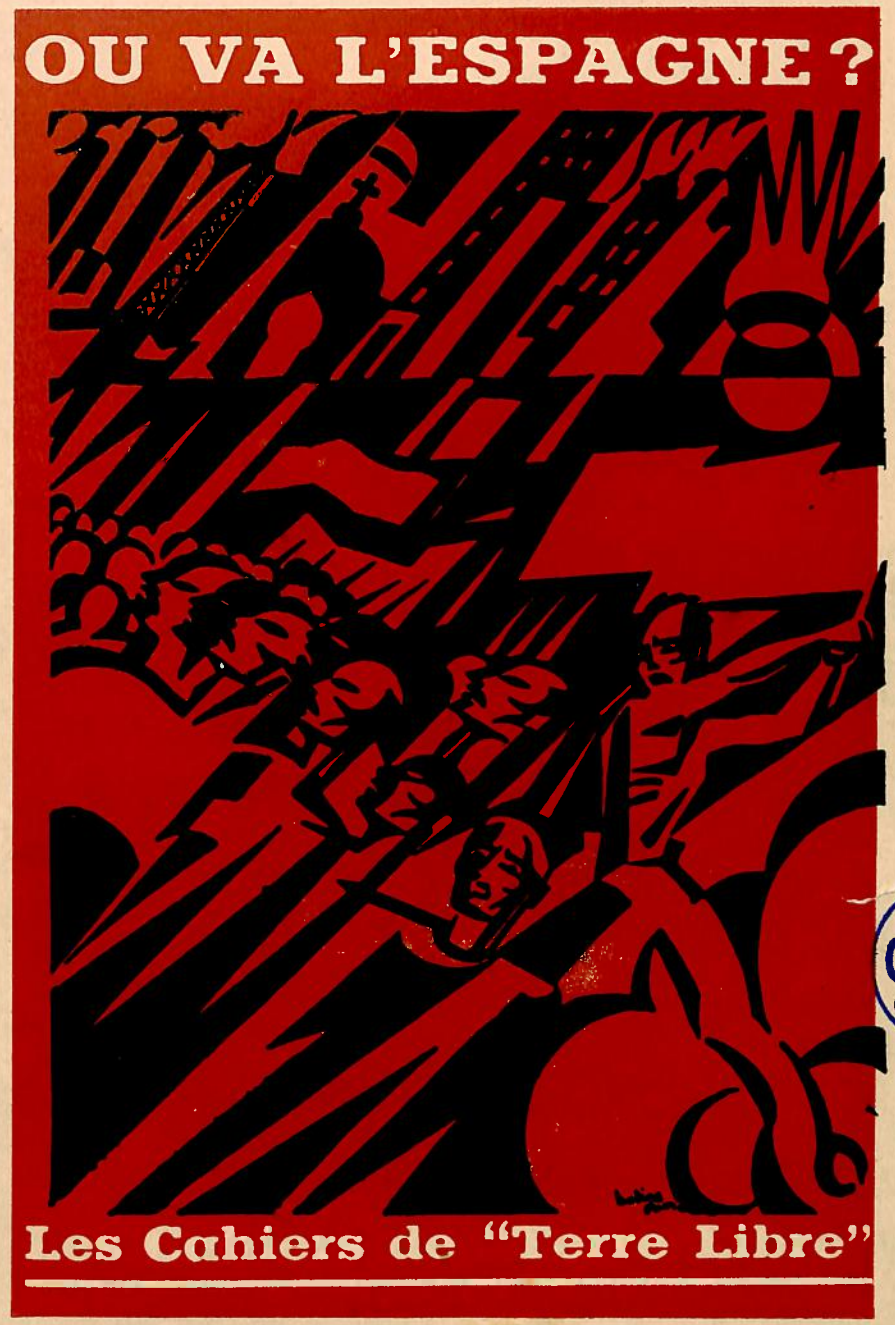
LE NUMÉRO : DEUX FRANCS

LES DIX : 15 FRANCS — LE CENT : 120 FRANCS
ABONNEMENT A LA SÉRIE : DIX-HUIT FRANCS

Rédaction : 10, Rue Emile-Jamais, NIMES (Gard)

Le Gérant : A. PRUDHOMMEAUX Imp. LA LABORIEUSE, Nîmes

PRUDHOMMEAUX




br.
C.I.R.A.
6356f

## Excuse au Lecteur

Ce deuxième cahier (voir « Catalogne 1936-37 ») était destiné en principe à retracer l'évolution politique de la révolution espagnole. Mais une révolution est quelque chose de bien trop vivant pour se laisser définir et résumer. Comment est-il même possible d'en retracer le cours sans laisser les perspectives et les impressions d'aujourd'hui effacer celles d'hier, sans défigurer le passé à travers le prisme du présent, et sans introduire dans les événements par excès de logisme *une fatalité qu'ils ne comportaient pas ?*

Après avoir longtemps parcouru les pages éparses de ce qui fut, en quelque sorte, mon journal de témoin et de propagandiste obscur d'une révolution — journal livré page par page au ruissellement mécanique des linotypes ou bien au microphone de la radio, car les événements ne laissaient pas le loisir d'accumuler d'autres documents écrits — j'ai finalement renoncé à mon projet initial, qui était de présenter, comme une suite de tableaux achevés, les étapes succesives de la lutte sociale en Espagne. Je me suis résigné à abandonner à l'impression, sans modification, ni commentaires, les matériaux eux-mêmes dans l'ordre où ils avaient été rédigés.

J'espère que le lecteur me pardonnera cette preuve d'impuissance littéraire en faveur de l'intention qui est toute de sincérité. A. P.

✦ ✦ ✦

# OU VA L'ESPAGNE ?

**JUILLET 1936**

*VIVE LA FAI !*

En Espagne, les Anarchistes de la F. A. I. et de la C. N. T. mènent la lutte à mort contre les mercenaires du Fascisme international.

Les armes au peuple seul ! L'usine aux ouvriers ! La terre à ceux qui la travaillent ! Tel est le fait qui s'accomplit dans la Catalogne, Valence, l'Aragon libertaires, remparts de la liberté du monde.

Et tel est partout le seul moyen de barrer définitivement la route à la réaction militaire, capitaliste et féodale, que favorise la faiblesse des gouvernements de gauche.

Le maintien de l'ordre de choses actuel — misère, chômage, course de tout le monde à l'abîme — ne ferait qu'entretenir en Espagne et en Europe les bases du fascisme et les risques de guerre. Il faut que ça

change. La question est de savoir si l'humanité subira un recul de dix siècles, ou fera un bond en avant équivalent à dix siècles d'évolution. Devant cette question personne ne peut rester inactif.

Si le peuple français négligeait ses devoirs de solidarité envers le peuple espagnol, il aurait lui-même signé son arrêt de mort.

Aider l'Espagne dans l'accouchement sanglant du nouvel univers humain qu'elle porte en ses flancs, est la tâche qui s'impose aujourd'hui à tous les hommes de bonne volonté. C'est aussi le seul moyen d'éviter les horreurs d'une nouvelle guerre des Etats, et de faire heureusement aboutir les destructions de la guerre civile. Voilà l'œuvre à laquelle nous vous convions dès aujourd'hui et que nous entendons poursuivre jusqu'à la victoire finale.

*(Texte de manifeste adopté par la Fédération Anarchiste de Langue Française au Congrès de Toulouse).*

## AOUT

### *LE PEUPLE ESPAGNOL EN ARMES PREND EN MAIN LA PRODUCTION*

Le fascisme trouve sa base dans l'existence du parasitisme social. C'est le système capitaliste qui maintient entre les mains d'une poignée d'individus ce qui est nécessaire à la vie des masses, et qui jette celles-ci dans une misère et une servilité matérielle et morale de plus en plus hideuses, au fur et à mesure que la crise aggrave leur situation de dépendance.

*Qui veut combattre le fascisme doit donc combattre avant tout la misère et l'ignorance des masses travailleuses.*

Ceux qui voient dans la lutte antifasciste un simple problème politique sont voués davance à succomber et à disparaître.

Le Fascisme en Espagne s'est développé en raison des errements de ceux qui croyaient possible de maintenir un régime démocratique *sans toucher au capitalisme.* Il sera abattu lorsque sa base économique, le capitalisme espagnol, sera brisée et remplacée par la démocratie *économique et sociale.*

Cette œuvre, le prolétariat espagnol la poursuit avec acharnement, au-dessus de toute querelle de tendance. Les combattants de la C. N. T. et de la F. A. I. ont rencontré devant eux la nécessité de s'emparer des armes dont ils étaient dépourvus : les fusils d'abord, qu'ils ont dû conquérir sur l'ennemi à coups de fusil, puis *les moyens les plus étendus d'équipement et de transport,* tous centralisés entre les mains de l'adversaire, aujourd'hui partiellement saisis par les ouvriers pour les besoins de l'action antifasciste.

Par la suite, il s'est démontré que chacune des propriétés, des institutions du capitalisme pouvait fonctionner comme forteresse au profit des



bourreaux et des affameurs du peuple, aussi bien à l'arrière du front des milices que dans la zone dominée par les militaires.

*Qui veut combattre le fascisme doit s'emparer des instruments nécessaires à toute guerre moderne :* les usines, les marchés, les transports, les services publics. Laisser ces intruments entre les mains de l'adversaire, ce serait de la part des travailleurs un véritable suicide.

La plupart des travailleurs l'ont compris et c'est ainsi que se poursuit, au milieu des fusillades de la guerre civile, l'œuvre de construction et de création d'une *nouvelle Espagne,* d'une Espagne où la liberté triomphera sur les ruines de tous les privilèges et de toutes *les exploitations sociales.*

La lutte sociale du peuple s'étend à trois grandes tâches :

1° l'élévation immédiate du niveau de vie matériel et moral des populations.

2° le contrôle et la collectivisation de la production.

3° la coordination des fonctions sociales sur le plan de l'économie distributive et du fédéralisme.

Ces trois grandes tâches sont intimement liées. Elles ont pour principal instrument le syndicat local avec ses comités d'atelier et d'usine, et ses sections syndicales *fédérées par région et par industrie.* Grâce à la connexion étroite des diverses branches, s'établit peu à peu *le contrôle syndical des approvisionnements et des prix, le contrôle syndical des conditions de travail et de salaire,* et finalement *le contrôle syndical de la distribution,* sans lequel les deux premiers se trouveraient bientôt tout à fait inopérants, par le jeu même des institutions capitalistes.

Cette œuvre immense dont l'ensemble s'identifie en Catalogne avec l'existence même de la C. N. T. anarcho-syndicaliste, mais à laquelle s'associent selon leurs tendances particulières, les autres fractions de la classe ouvrière ibérique, mérite d'être éclairciée de quelques exemples et c'est ce que nous nous proposons de faire en ouvrant ci-dessous une rubrique des *réalisations sociales* de l'*Espagne Antifasciste.*

### *FACE AU FASCISME, RESTONS UNIS !*

Les journées vécues depuis le 19 juillet démontrent la puissance irrésistible de la classe ouvrière, quand celle-ci renonce aux querelles intestines ou à des rivalités de chapelles pour se serrer les coudes. C'est sur ces forces unies qu'est venu se briser, dès le premier jour, le pronunciamiento de la galonnaille factieuse.

Indispensable pour barrer la route à la réaction, l'union des travailleurs l'est plus encore pour construire un monde nouveau, épris de justice et de liberté.

Nous le savons : les gouvernements ne renonceront pas de bon gré au pouvoir et à leurs prébendes. La petite bourgeoisie, de son côté, dé-

fendra âprement les privilèges, dont elle continue à jouir au milieu des sanglants événements.

La preuve que la classe moyenne n'entend pas se laisser déposséder, nous la trouvons dans le projet des bataillons de volontaires. En effet, il s'agit, en créant ces bataillons, d'avoir des forces commandées par des officiers de l'armée ou de la police. En outre, on veut donner la préférence aux miliciens pour entrer dans les divers corps de police.

Ainsi, avant même qu'on ait purgé le pays des rebelles et des carlistes, on songe au régime à venir aussitôt après l'écrasement des fascistes. Les politiciens au pouvoir prennent les devants pour rester, en définitive, les maîtres de la situation. C'est de bonne guerre ! Aux travailleurs de ne pas s'endormir sur leurs lauriers et de ne pas se laisser dépouiller du fruit de leur victoire, acquise avec leur sang.

Le fascisme sera vaincu. Nous n'en doutons pas. Mais il nous faut faire taire les haines qui faillirent jadis creuser un abîme entre les organisations syndicales, les seules aptes à prendre en mains la vie économique d'un pays.

D'autre part, nous nous opposons à ce que la petite bourgeoisie continue à tenir les leviers de commande. Les bourgeois, eux-mêmes, avouent que l'état de choses antérieur au 19 juillet ne reviendra pas. Mais, alors, par quoi remplacer le *statu quo ?*

Le prolétariat seul répondra, car lui seul est capable de tirer l'Espagne du chaos capitaliste actuel.

Quant à nous, nous disons : La C. N. T. et l'U. G. T. doivent ensemble décider de toute l'action à mener dans l'écrasement du fascisme, car seul l'alliance de toutes les forces ouvrières peut rendre possible la réussite de la révolution sociale dans la péninsule.

## *MILICIENS, OUI ! SOLDATS, NON !*

Lors de la tentative de mobilisation militaire du gouvernement madrilène et de la Généralité, les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33-34-35 qui, n'ayant aucune confiance dans les officiers et s'estimant libérées de la vieille conception militaire de l'encasernement, refusent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes gens s'inscrivaient aux milices — d'aucuns voulaient même partir tout de suite pour Saragosse. Pour exposer leur point de vue, ils organisèrent une vaste assemblée réunissant 10.000 d'entre eux, au cours de laquelle ils votèrent l'ordre du jour suivant : « *Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire. Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse. Nous voulons être miliciens de la liberté, mais non soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple ; seules les milices populaires protègent les libertés publiques : Miliciens, oui ! Mais soldats, jamais !* »



La C. N. T. a pris leur cause en mains auprès de Madrid et de la Généralité catalane. Les déclarations des nouvelles recrues se traduisirent d'ailleurs aussitôt en actes : des milliers vinrent spontanément se faire inscrire aux milices. Et la mobilisation sans distinction de classe ou de volonté révolutionnaire fut abandonnée en ce qui concerne la lutte « contre les factieux ».

D'ailleurs, que Madrid et Barcelone se détrompent : Il ne s'agit pas de la simple répression d'un mouvement « factieux ». Nous sommes en face d'un phénomène social dont la tentative fasciste n'a fait que précipiter l'apparition. Tous ceux qui voudront s'opposer à lui seront balayés. Au contraire, si les sphères dirigeantes en comprennent la puissance et lui laissent le champ libre, ils éviteront des maux irréparables.

La C. N T. a dit à ces jeunes recrues : « Puisqu'il ne s'agit pas de vous dérober à l'accomplissement d'un devoir, nous soutiendrons votre droit : Vous combattrez comme miliciens, non comme soldats. »

Solution à laquelle les soldats applaudirent.

Nous voulons penser que les gouvernements espagnols ne leur refuseront pas ce droit — il le faut. Ils doivent savoir qu'une armée qui combat sous la contrainte, aboutit finalement à la déroute, témoin les armées de Napoléon, qui n'évitèrent ni Waterloo, ni la chute de l'empire. Les armées de volontaires ont derrière elles toute une épopée, telle celle des combattants de la Révolution française.

La C. N. T. sait qu'en appelant les miliciens aux armes, aucun ne se dérobera, car la désertion dans la lutte serait trahison.

## *MILITARISME ET PEUPLE ARMÉ*

En dépit de tous les conciliateurs et de tous les confusionnistes qui ont misé sur l'idée d'armée nationale, armée populaire, armée nouvelle, etc., etc., une opposition irréductible existe entre le militarisme et l'armement du peuple.

Le système militaire, c'est la réaction incarnée. Il repose sur la discipline, la hiérarchie, l'obéissance passive. Le peuple armé, c'est la révolution — un orage de révolte, d'égalité et d'initiative.

Le principe du peuple armé repose sur le fait que chaque homme est égal en droit, en dignité et en puissance devant la vie et la mort, lorsqu'il possède lui-même le moyen de défendre son pain, de répondre à l'outrage et de résister à l'oppression, fusil, couteau ou revolver au poing.

Au contraire, le principe du militarisme est l'affirmation du droit pour l'Etat — et par conséquent pour ses incarnations temporelles et

personnelles, rois, ministres, généraux et prêtres — de disposer absolument de la personne de l'inférieur, d'en user et d'en abuser comme d'un instrument gratuit, par l'intermédiaire des nombreuses instances superposées dont chacune est tour à tour le prêtre, le bourreau et la victime de cet étrange sacrifice religieux : le culte du devoir et de l'honneur militaire.

L'aboutissement normal du militarisme est en fin de compte la monarchie. Celui du peuple armé, *l'Anarchie.*

## *AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS !*

Pour la première fois dans l'histoire, *le peuple a vaincu,* par ses forces propres, une armée équipée des moyens de destruction les plus modernes. L'avantage de l'offensive, la concentration des forces, et le secret d'une immense préparation accomplie avec la complicité des pouvoirs publics, devaient « infailliblement » donner la victoire au coup d'état fasciste. Et pourtant, c'est le peuple qui a vaincu, parce qu'il n'a pas hésité à se lancer dans l'action dès le premier instant sans attendre les ordres des chefs et sans regarder en arrière.

Pour la première fois dans l'histoire, un peuple soulevé par un reflexe libertaire a supprimé totalement, en quinze jours : la domination du clergé sur les âmes en abolissant *l'exercice du culte,* la domination du patronat sur le travail, *en établissant le contrôle ouvrier sur les entreprises,* la domination de l'armée et de la police sur les citoyens *en constituant ses milices populaires,* la domination de l'idéologie bourgeoise-capitaliste sur la vie sociale, *en plaçant tous les moyens de propagande entre les mains des travailleurs,* enfin la domination séculaire de la civilisation citadine et bureaucratique sur la campagne asservie et exploitée en réalisant dans le sein des organisations syndicales l'entente directe de l'ouvrier et du paysan.

Une révolution est en marche, qui laisse déjà derrière elle les révolutions politiques du passé : celle d'Angleterre au XVII^e siècle, celle de France au XVIII^e, celles de l'Europe démocratique et socialiste au XIX^e, et de la Russie bolchéviste au XX^e siècle. Toutes ces révolutions n'ont fait que modifier les formes extérieures de l'exploitation et de l'oppression sans en changer le contenu. La révolution espagnole, en se réalisant, portera un coup mortel au fascisme et au capitalisme, non seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe.

L'action des anarchistes et des syndicalistes espagnols a droit à toute la solidarité des travailleurs du monde. Nous ne pouvons compter en aucune façon sur l'appui des gouvernants, dont l'intérêt est essentiellement conservateur. C'est aux peuples eux-mêmes qu'il appartient de faire respecter les droits de nos frères d'Espagne, en s'opposant à toute intervention contre-révolutionnaire quel qu'en soit le prétexte.



L'Espagne ouvrière et paysanne a besoin d'armes ; elle a besoin de spécialistes dévoués et capables pour l'aviation, les armes spéciales, les services techniques ; elle a besoin de propagandistes bénévoles décidés à faire connaître, dans leur propre pays, la vérité sur l'œuvre de justice sociale et de liberté qui est entreprise face au militarisme et au capitalisme agonisant. Nous sommes persuadés que cette aide ne lui manquera pas et que les menées réactionnaires du fascisme mondial rencontreront la résistance énergique de tous.

En démasquant les calomnies d'une presse venimeuse et corrompue ; en lançant à tous les échos le cri libérateur de la lutte décisive ; en dégageant la réalité sociale espagnole du monceau d'erreurs et de mensonges dont elle est couverte à l'étranger et en Espagne même — l'*Espagne Antifasciste* remplira sa part de la grande tâche qui incombe à tous les hommes de bonne volonté.

Avez-vous songé à remplir la vôtre ?

## *NAISSANCE D'UN MONDE ?*

Le cercle de fer du fascisme, qui maintenait debout un capitalisme en pourriture et s'opposait à la naissance de l'humanité nouvelle — ce cercle de fer vient de céder.

Pâles encore et saignants de la lutte, nous voyons s'ouvrir devant nous une issue au milieu des détresses et des horreurs sans nom dont notre génération était prisonnière.

Déjà la guerre, qu'on croyait fatale, recule devant le nouveau combat des hommes ; l'extermination militariste sur l'autel des Etats fait place à la Guerre Sociale, qui renversera à jamais l'idole patriotique.

Déjà les damnés éternels de la misère et du labeur inhumain se reprennent à espérer un élargissement, les prisonniers de l'angoisse voient venir un terme à leur isolement et à leurs souffrances, les sevrés d'air pur, de lumière et de vie ouvrent les yeux et tendent les lèvres vers une espérance nouvelle, rayonnant jusqu'au fond de leurs taudis.

« Heureux ceux qui ont faim et soif de justice, car ils seront rassasiés. » Ainsi parle au cœur des hommes la grande nouvelle de notre temps, née du martyre d'innombrables prolétaires.

« Heureux les pauvres, car ils possèderont la terre ! ! »... Combien sonne fièrement cette parole, lancée comme un défi à toutes les mitrail-

leuses, à toutes les bastilles, à tous les coffre-forts de la bourgeoisie fasciste !

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Comme il reprend un sens nouveaux, ce vieux cri de ralliement du socialisme, à l'heure où le sort du monde entier est dans les mains du prolétariat espagnol — de même que le sort du prolétariat espagnol est dans les mains de la solidarité ouvrière internationale !

« Tenir le pas gagné, tout est là ! » Fut-ce au prix de notre propre vie, ne pas permettre que la suprême raison de vivre nous échappe. Ne laisser à personne le soin de défendre ce qui est à nos yeux notre raison d'être et l'avenir même de l'humanité. Si cette lumière nous était ravie, si la caverne boueuse où nous trébuchons à tâtons se refermait sur nous, que resterait-il de nous et de l'humanité, qui valût la peine d'être conservé ?

« Vivre en travaillant ou mourir en combattant. » Qui gagnera ce formidable coup de dés contre la mort ?

Est-il possible que la victoire appartienne à la lâcheté, représentée par ces larves funèbres, les Gil Robles, les Juan March, qui dans leurs châteaux à l'étranger, derrière des portes verrouillées et protégés par une armée de détectives, attendent froidement que l'Espagne populaire soit morte pour venir se repaître de son cadavre ?

Est-ce que toute la jeunesse du monde va se laisser étouffer par les embrassements visqueux de la pieuvre cléricale ? Est-ce que ce revenant hideux du passé, le militarisme jésuite, attachera définitivement à la gorge d'une des plus nobles races de la terre son obscène baiser de succube ou de vampire ?

Qui êtes-vous pour prétendre nous abattre et nous charger de chaînes ? Qui êtes-vous, généraux, évêques, barons, hommes d'Etat, diplomates de toutes les réactions, tas de chiens battus ameutés pour la curée ? Qui êtes-vous, avec vos millions, avec vos mensonges, avec vos gaz asphyxiants et vos encensoirs, avec vos cuirassés et vos scalpulaires, avec vos mercenaires tirés de la lie de toutes les races, et vos états-majors formés de toute la Sainte-Alliance des parasites sociaux — qui êtes-vous enfin pour tuer cette liberté géante et terrible sortie toute armée des entrailles d'un grand peuple ?

Votre puanteur monte de terre, comme le relent des cadavres entassés par vous sous les dalles et dans les cryptes secrètes de vos couvents et de vos églises, et que nos pioches ont mis à jour, avec les terribles secrets de votre sadisme inavoué et de votre infâmie. L'orage qui souffle vous emportera, vous et tout l'édifice social que vous avez bâti sur des assises de corruption et des fondements de pourriture.



Qui triomphera ? — Nous, le Peuple ! Nous, l'internationale des opprimés et des exploités, toute entière groupée autour de l'Espagne prolétarienne et libertaire.

Mais, Camarades ! Vous dont le cœur bat plus fort quand est prononcé le mot de liberté. Vous qui pensez que le monde doit être habitable pour tous les hommes, que les richesses de la terre doivent appartenir non pas aux soudards imbéciles, cyniques pourvoyeurs de cimetières, aux curés exploiteurs de la mort, aux capitalistes exploiteurs du travail et de la souffrance, mais à la libre communauté de tous les fils de la terre, vous n'avez pas le droit de rester impassibles devant la révolution espagnole.

Camarades ! Le fascisme a déjà triomphé en Italie, en Allemagne, en Autriche, au Portugal. Cela ne vous suffit-il pas ? Faudra-t-il encore ajouter à cette triste liste le nom de l'Espagne ?

Non ! Vous ne le permettrez pas ! Les camarades espagnols en sont sûrs. La grande idée de la solidarité universelle les soutient dans leur lutte. Ils voient auprès d'eux sur le front de combat toute une internationale en raccourci. Ils comptent que ceux qui sont restés dans leur pays sont disposés à les aider au maximum matériellement et moralement.

Camarades ! Le journal bourgeois français *Le Temps* annonce dans son numéro de mercredi dernier le départ pour l'Espagne de 5.000 fascistes irlandais. Cinq mille chemises bleues du général fasciste O'Duffy vont venir renforcer l'armée des rebelles. Songez à ce que cela veut dire ! Cela veut dire que le fascisme international fait un gros effort pour que triomphe son hideux rejeton espagnol.

A la solidarité internationale du fascisme, opposez la solidarité internationale du prolétariat.

Vous tous, proches ou lointains, sans distinction de pays ni de continent, sans distinction d'organisation ni de tendance, n'ayez qu'un seul mot d'ordre : « Bas les pattes devant la Révolution Ibérique ! » — une seule dévise : « Justice et Liberté en Espagne et dans le monde ! » — un seul cri de guerre : « Un pour tous, tous pour un ! »

Vive l'Espagne libertaire !

## *LE DEPART DES « AIGLONS »*

Journellement, de nouvelles levées populaires se produisent à Barcelone. Les contingents, après quelques jours de sommaire préparation, reçoivent leur équipement et font leurs adieux à la capitale par un défilé dans la rue. Au cours de cette marche des volontaires, les honneurs sont rendus au siège de toutes les organisations adhérentes au Comité des Milices

Antifascistes, et des clameurs s'échangent entre les camarades qui vont partir et ceux massés aux fenêtres et aux balcons.

Chaque colonne a sa physionomie particulière, plus distincte encore que les emblêmes qu'elle porte. Les détachements communistes et socialistes se distinguent par une certaine raideur militaire, la présence de pelotons de cavalerie et d'armes spéciales, une formation plus massive, le pas cadencé, les poings levés. Les forces du P. O. U. M., celles de la Police et des Catalanistes sont remarquées pour la beauté et la richesse des équipements. Les camarades de la F. A. I. et de la C. N. T., eux, défilent sans chœurs parlés et sans orchestre, mais lorsqu'ils passent pour se rendre vers de nouveaux combats, eux que la légende populaire a surnommé « los Aguiluchos » (les Aiglons), c'est toute une « Symphonie héroïque » qui s'improvise par la profonde communion des volontaires et de la foule.

Les voici, en trois files écartées, clairsemées, irrégulières, agitées homme par homme, entrecoupées de brusques remous, d'une longueur interminable. En tête, sur une seule ligne, l'Etat-Major en cotte bleue d'ouvriers. Il se compose de militants syndicalistes connus : à la C. N. T. chaque organisateur ou propagandiste se double d'un guérillero, d'un homme d'action et d'un combattant. A Barcelone même, les hommes qui le jour contrôlent l'économie du pays et s'asseyent dans les fauteuils désertés par les banquiers, prennent le soir le pistolet ou le fusil de milicien pour procéder de leurs propres mains à la liquidation des éléments fascistes, dont les repaires sont encore nombreux en territoire catalan. Aucune barrière ne sépare donc, dans les rangs anarchistes, les manieurs de mitrailleuses et de machines à écrire, ceux de l'arrière et ceux du front. Pas de « chefs » professionnels, mais des entraîneurs d'hommes ayant payé et payant chaque jour de leur personne. Pas de spécialisation bureaucratique, mais des militants complets, révolutionnaires de la tête aux pieds.

A travers les larges avenues, les trois minces torrents humains charrient avec eux toute une foule. Auprès du milicien en calot noir et rouge, l'arme à la bretelle, marche un ami, un enfant, une mère, une compagne, une sœur, parfois toute une famille de parents, et d'amis. Des saluts s'échangent, des noms jaillissent, des mains se serrent, des copains d'atelier échangent une embrassade fraternelle, et c'est tout un peuple qui envahit la colonne, en comble les intervalles, et l'emporte dans la chaleur de son cœur ardent.

Sur le chemin de la file du milieu, une vieille en cheveux gris s'est postée ; et chaque homme qui passe, chacun sans distinction, recevra en passant l'adieu maternel de cette femme. Des centaines et des centaines d'hommes emportent ainsi l'étreinte énergique et brève, l'étreinte maladroite et passionnée, l'étreinte suprême d'une maman inconnue, qui



reconnaît tous les gars de la F. A. I. pour ses enfants, s'accroche un instant à leur bras, répétant un millier de fois la déchirante seconde du départ. Alors un cri s'envole de cette foule, claquant au vent comme des ailes de mouettes : « Viva la F. A. I. ! Viva la Anarquia ! »

Et celui qui entend ce cri comprend alors que l'U. G. T., la C. N. T., le P. O. U. M., tous les noms de partis et de groupes, ne sont que des choses, des mots d'ordre, des initiales, mais que la F. A. I. (« la Faille » comme on prononce ici), *est une femme :* fiancée, compagne, sœur, fille et mère idéale de tous ceux dont le cœur bat d'amour pour la liberté. »

## *POUR UNE CONDUITE NON-MILITARISTE DE LA LUTTE ARMEE ANTI-FASCISTE*

Il apparaît de plus en plus nécessaire de se demander si le militarisme des généraux factieux parviendra à imposer ses propres formes de lutte aux révolutionnaires espagnols, ou si, inversement, nos camarades parviendront à désagréger le militarisme en lui opposant des méthodes d'action aboutissant à la liquidation du front militaire, et à l'extension à toute l'Espagne de la révolution sociale.

Les éléments de succès dont disposent les fascistes, sont les suivants : abondance du matériel, rigidité draconienne de la discipline, organisation militaire complète, et terreur exercée sur la population avec l'aide des formations policières du fascisme. Ces éléments de succès se trouvent valorisés par la tactique de la guerre de position, de front continu, avec transport de forces massives vers les points où l'on veut obtenir la décision.

Du côté populaire, les éléments de succès sont d'ordre absolument contraire : abondance d'hommes, initiative et agressivité passionnée des individus et des groupes, sympathie active de l'ensemble des masses travailleuses de tout le pays, arme économique de la grève et du sabotage dans les régions occupées par les fascistes. La pleine utilisation de ces forces morales et physiques, en elles-mêmes bien supérieures à celles dont dispose l'adversaire, ne peut se réaliser que par une lutte généralisée de coups de mains, d'embuscades et de guerilla s'étendant à l'ensemble du pays.

La volonté bien arrêtée de certains éléments politiques du Front Populaire espagnol est de combattre le militarisme en lui opposant une technique militaire de même ordre, en lui faisant une guerre « en règle » à grands coups de corps d'armée et de concentration de matériel, en décrétant la *mobilisation obligatoire*, en appliquant un *plan stratégique* sous *un commandement unique*, bref, en copiant plus ou moins parfaitement le

fascisme. Ici-même, nous avons publié l'opinion de camarades qui se sont laissés influencer par le bolchévisme au point de revendiquer la création d'une « Armée Rouge ».

Cette attitude nous paraît dangereuse à plus d'un point de vue. Il ne faut pas oublier que l'Armée Rouge des bolchévicks est une création du temps de paix, la victoire sur la réaction intérieure et extérieure ayant été avant tout l'œuvre des groupes de « Partisans », avec des méthodes de lutte analogues à celles de la guerilla espagnole. A l'heure actuelle, le problème essentiel n'est pas de transformer la Milice, ensemble de partisans aptes à la guérilla, en une Armée régulière présentant les caractéristiques d'une armée de métier. Le problème est bien plutôt d'élever la technicité propre des formations miliciennes en s'inspirant des conceptions tactiques du Groupe de Combat et de l'Ecole de Section, en vigueur dans les principales armées européennes — et en dotant les Groupes de Combat du matériel approprié (arme automatique, grenade à main et à fusil, etc...). Agir autrement, ce serait attendre la décision d'une bataille napoléonienne, dont tous les instruments sont encore à créer, en ce qui concerne le camp antifasciste espagnol. Ce serait remettre cette décision aux calendes grecques, éterniser la position actuelle, et dans ce cas remettre au hasard une victoire qui *d'avance* serait nôtre, *si nous savions utiliser pleinement nos armes propres.*

Tout porte à croire que la décision dans la lutte qui se poursuit aux quatre coins de l'Espagne, sera d'ordre moral et non pas d'ordre stratégique.

Prenons garde aux manœuvres intéressées des temporisateurs et des faiseurs de compromis, qui guettent le moment de trahir le peuple en se réconciliant avec la section fasciste de la bourgeoisie, *dans le seul but d'anéantir et d'étouffer à jamais l'élan révolutionnaire du prolétariat.*

## *L'INUTILITE DU GOUVERNEMENT*

*(Texte adopté par la C N T comme manifeste éditorial et publié en version espagnole dans* « Solidaridad Obrera »*).*

« Les pays riches sont ceux où l'on est ordinairement pauvre. » Cette phrase d'un économiste bourgeois exprime bien les contrastes de notre Société, dans laquelle la force des nations est faite de la débilité et de la misère du plus grand nombre. De la même façon on pourrait dire : *Ce sont les peuples faibles qui font les gouvernements forts.*

L'existence d'un gouvernement de Front Populaire, bien loin d'être un élément indispensable dans la lutte antifasciste, correspond en réalité à



une limitation volontaire de cette même lutte. Il est inutile de rappeler qu'en face des préparatifs du putsch fasciste, les gouvernements de la Généralité et de Madrid n'ont *absolument rien fait*, toute leur autorité étant utilisée à couvrir les menées dont ils étaient voués à devenir tôt ou tard l'instrument, inconscient ou non.

La guerre qui se poursuit en Espagne est une guerre sociale. Le rôle d'un Etat modérateur, basé sur l'équilibre et la conservation des classes, ne saurait être un rôle actif dans cette lutte *où les fondements mêmes de l'Etat se trouvent sapés chaque jour.* Il est donc exact de dire que l'existence du gouvernement du Front Populaire en Espagne n'est pas autre chose que le reflet d'un *compromis* entre les masses populaires et le *capitalisme international*.

Par la force même des choses, ce compromis, qui n'a qu'une valeur transitoire, aura à faire place aux revendications et au programme complet de la révolution sociale. *Alors disparaîtra le rôle de négociateurs et de conservateurs qui est dévolu actuellement aux républicains et libéraux de Barcelone, de Valence et de Madrid.*

L'idée de remplacer ces gouvernements faibles — gardiens du cours des changes et des propriétés de la finance étrangère en Espagne — par un *gouvernement fort* basé sur une idéologie et une organisation politique « révolutionnaire », n'aboutirait en fait qu'à suspendre et à liquider l'activité autonome des masses travailleuses en armes, *qu'à suspendre et liquider la révolution.*

Il ne s'agirait plus, si le marxisme prenait le pouvoir, de l'auto-limitation de l'action populaire par sagesse opportuniste. L'Etat « ouvrier », *créé pour durer,* se donne comme tâche immédiate de canaliser et d'absorber la totalité des forces qui se trouvent aujourd'hui en liberté dans le camp du prolétariat et de la paysannerie. *L'Etat « ouvrier » est le point final à tout progrès révolutionnaire, le commencement d'un nouvel esclavage politique.*

Coordonner les forces du Front Antifasciste, organiser l'approvisionnement en munitions et en vivres sur une vaste échelle, collectiviser à cette fin toutes les entreprises d'un intérêt vital pour le peuple, telles sont évidemment les tâches de l'heure. *Elles ont été réalisées jusqu'ici par une voie non-gouvernementale, non-centraliste, non-militariste. Il ne faut que continuer.* Il y a de grands perfectionnements à apporter dans cette voie. Les Syndicats de la C N T et de l'U G T trouvent là l'emploi de leurs forces, la meilleure utilisation de leurs compétences. Par contre, l'installation d'un gouvernement de coalition, avec ses luttes sournoises de majorité et minorité, sa bureaucratisation des élites, la *guerre fratricide* qu'il entraîne entre les tendances rivales, tout cela est plus qu'inutile à l'aboutissement de notre tâche libératrice en Espagne. Ce serait l'effon-

drement rapide de notre capacité d'action, de notre volonté d'union, le commencement d'une débâcle fatale en face de l'ennemi omniprésent.

Nous espérons que les travailleurs espagnols et étrangers comprendront la justesse des décisions prises en ce sens par la Confédération Nationale du Travail (C N T) et par la Fédération Anarchiste Ibérique (F A I). Le dépérissement de l'Etat est le but final du socialisme. *Les faits ont démontré qu'il s'accomplit pratiquement par la liquidation de l'Etat bourgeois, réduit à l'asphyxie grâce à l'expropriation économique* et non pas par le dépérissement spontané d'une bureaucratie « socialiste ».

*L'exemple espagnol et l'exemple russe en sont témoins.*

## SEPTEMBRE

### *LES PONCE PILATE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE*

Au moment où l'ennemi se trouvait coupé en deux tronçons par l'avance des nôtres vers la frontière portugaise ; alors qu'un enthousiasme irrésistible soulevait l'Espagne antifasciste et que les troupes de Mola commençaient à lâcher pied en désordre ; à ce moment-là où, les munitions manquant de part et d'autre, la victoire restait au plus hardi et au plus révolutionnaire, nous avons assisté à un bien étrange spectacle. Des trains entiers de munitions raflés par Juan March sur le marché français et transportés au Portugal sous le couvert du drapeau tricolore, commencèrent à franchir la frontière espagnole en direction des villes rebelles. Quelques jours après, malgré une défense héroïque de plusieurs jours *presque sans munitions face à un matériel de guerre formidable,* la ville de Badajoz était reprise par les factieux, et 1.500 de ses défenseurs passés par les armes.

Cette affreuse boucherie de nos camarades, restés à leur poste par sacrifice, se faisant sauter plutôt que de se rendre — et cette fuite éperdue de beaucoup des vôtres se réfugiant au Portugal et se livrant au dictateur Salazar — vous en êtes responsable, Monsieur Blum, vous qui avez laissé les produits d'une industrie *nationalisée sous votre contrôle* prendre le chemin de Burgos et de Salamanque au lieu de Barcelone et de Madrid.

Nous espérions que cette terrible leçon vous suffirait et que vous vous efforceriez de satisfaire, du fond de votre conscience, aux clameurs désespérés des milliers de mourants criant vers vous pour vous réclamer des cartouches. Le sort d'Irun vient de nous détromper amèrement.



Il est, croyons-nous, inutile de dire ce que furent le siège, l'assaut et le massacre d'Irun. Ces événements, dont l'horreur surpasse tout ce qui s'est vu de plus atroce dans la guerre mondiale, se sont déroulés à votre porte, à portée de voix de la France et, pour ainsi dire, sous vos propres yeux. Vous n'ignorez point qu'Irun a succombé faute de munitions et de matériel d'artillerie, faute d'avions et de mitrailleuses. Vous avez laissé mourir ceux que vous appelez hypocritement *vos camarades,* et vous n'avez pas fait un geste pour les sauver. Vous vous êtes contenté de recueillir et d'héberger les fuyards qui venaient se faire désarmer à la frontière française, exactement comme le dictateur portugais avait recueilli et désarmé les communistes et les socialistes de Badajoz.

Une fois de plus, les anarchistes ont défendu pied à pied à coups de révolver une ville attaquée par toutes les forces matérielles (canons lourds, avions de bombardement, tanks, etc.) dont peut disposer une armée approvisionnée par le capitalisme international. Ils se sont fait tuer sur place, comme le reconnaît le correspondant fasciste du *Journal,* et ils sont tombés la rage au cœur, *trahis une fois de plus par vous, Monsieur Blum,* qui faites de l'antifascisme de parlement et de réunion publique et qui lorsque les copains crèvent en étreignant leurs fusils déchargés, venez mielleusement leur proposer des sérums et des paquets de pansement !

Merci beaucoup, Monsieur Blum, pour les cache-nez et pour la ouate hydrophile... Le malheur est qu'à Irun, les fascistes n'ont fait ni blessés ni prisonniers. Tout être vivant a été égorgé, comme aux temps bibliques des rois de Judée on égorgeait les chiens et les chats des Cananéens.

Merci, encore merci, Monsieur Blum, pour le savant cours de droit international que vous avez donné à notre adresse, du haut de la tribune de Luna-Park. Nous vous prions de bien garder en mémoire ce petit discours, pour pouvoir le servir aux hommes de main du fascisme français, le jour où ils viendront vous faire subir à domicile le sort de Schleicher, de Mateotti, de Zinoview ou de Treviranus.

D'Espagne même, vous vous faites adresser des félicitations par votre camarade Caballero, pour les servir aux ouvriers français qui réclament des avions, des canons et des munitions pour l'Espagne. Si c'est là toute l'utilité du gouvernement Caballero, de sa politique d'autruche et de ses communiqués désespérément optimistes, permettez-nous de vous dire que c'est à force d'échanger des félicitations de ce genre que les social-démocrates et les communistes allemands, autrichiens, polonais, hongrois, italiens et bulgares ont fini par se retrouver dans les mêmes camps de concentration, sous la houlette internationale du fascisme.

En s'emparant d'Irun, les factieux se sont assurés la possession d'une des voies d'accès par où le capitalisme français pourra, sous le couvert

de votre « neutralité », les ravitailler en obus, en gaz asphyxiants et en torpilles aériennes. Il est grand temps que les ouvriers français, qui fabriquent ce matériel de guerre « sous votre contrôle », fassent savoir *pour qui ils entendent travailler*, puisque vous-même semblez n'avoir pas d'opinion en la matière. *Laissez-leur contrôler la production, la vente et le transport des munitions en liaison étroite avec leurs frères d'Espagne, et ne vous occupez pas du reste.* Vous aurez trouvé à peu de frais un rempart inébranlable contre le danger fasciste en France et dans le monde.

La *neutralité*, cela veut dire laisser faire et laisser passer. A vous de savoir si vous voulez être un Companys et laisser passer le peuple, ou un Noske, et laisser passer le fascisme. Il est grand temps de choisir.

## *DES AVIONS, DES ARMES POUR L'ESPAGNE !*

### *(Appel à la Radio)*

La section française du service d'information de la CNT et de la FAI, au nom des camarades français qui combattent dans les rangs des milices antifascistes, au nom de tous les Français qui prêtent leur concours à la grande œuvre de la révolution espagnole, au nom de la Confédération Nationale du Travail (CNT) et de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), adresse aux ouvriers et aux paysans de France son salut fraternel.

*Aux Ouvriers de France*

Camarades français, camarades de langue française, nous sommes heureux d'apprendre que la solidarité internationale n'est pas pour vous un mot creux. Métallurgistes de la région parisienne, nous avons appris avec joie votre attitude, votre manifestation d'aide active à l'Espagne. Prolétaires parisiens ! Nous savons que vous étiez 180.000 il y a huit jours, Place de la République, à crier — comme sait crier la foule ouvrière quand elle désire quelque chose de tout son cœur : des avions, des armes pour l'Espagne, Blum à l'action !

Camarades français, vous avez compris que les hommes qui se battent ici, qui meurent dans les collines d'Aragon, qui ont tenu Irun jusqu'au dernier moment, sont les champions de la liberté humaine, c'est-à-dire de votre propre liberté, et nous vous avons dit déjà que ce n'étaient pas seulement des Espagnols, mais l'élite des peuples de toute la terre, qui luttent ici pour que la prison fasciste ne se referme pas sur l'Espagne, pour qu'elle ne se ferme pas sur vous et sur vos enfants.



Camarades français, vous vous souvenez que vos ancêtres ont résisté, au nom de la liberté sans laquelle la vie n'est qu'une pitoyable chiennerie, contre toute l'Europe monarchique.

Camarades français, vous n'avez pas oublié que vos grands-pères faisaient bon marché de leur vie quand éclatait le combat pour la société nouvelle, la société sans exploiteurs, la société sans Etat. « Vivre en travaillant, mourir en combattant », qui est apparu pour la première fois sur les drapeaux des canuts de Lyon, il y a un peu plus de cent ans, est encore le mot d'ordre de notre guerre contre le fascisme, la réaction cléricale, féodale et militaire.

Camarades français, nous sommes sûrs qu'en présence d'un monde déchiré, d'un monde où des hommes tuent d'autres hommes, vos frères de misère, pour que subsistent les privilèges de l'argent et de la propriété, pour qu'il y ait encore et toujours des êtres abjects qui vivent du travail des autres, et des malheureux, serfs de l'usine, serfs de la terre, serfs de l'intelligence, qui n'arrivent pas à vivre de leur propre travail, nous sommes sûrs qu'en présence d'un tel monde l'angoisse vous saisit aux entrailles et que la colère du rebelle vous monte au cerveau.

Le fascisme espagnol est — s'il est possible — plus ignoble encore que le fascisme italien et le fascisme allemand. Le fascisme espagnol assassine tout ce qui lui résiste, vieillards et femmes. Le soudard Queipo de Llano a fait fusiller trois membres de la famille de chacun des marins des bateaux gouvernementaux qui ont bombardé La Linéa. Nous vous le disons, nous vous demandons de le dire autour de vous, parce que la presse française vendue au fascisme italien, au fascisme allemand, se gardera bien de vous le faire savoir. Le fascisme, insurgé contre la volonté du peuple, bombarde les hôpitaux, tue les malades et les infirmiers, ici, comme en Ethiopie.

*Au Chef du Gouvernement*

Citoyen Blum, c'est à vous maintenant que je m'adresse.

Citoyen Blum, tout se passe comme si les fascistes français vous avaient interdit de secourir la République espagnole.

Les fascistes français veulent en finir d'abord avec le Front Populaire en Espagne. Puis, quand la France ne serait plus environnée que de pays fascistes, ils en finiraient avec le Front Populaire en France.

Comme Hitler a chassé Leipart, Wels et Severing, ainsi le fascisme français vous chassera, vous qui faites preuve à son égard de tant de masochisme et de servilité.

Citoyen Blum, dans votre discours de Luna-Park, vous avez parlé devant les ouvriers. Mais, c'est aux fascistes de la bourgeoisie française

que vous vous adressiez, par-dessus les têtes de vos « camarades ». C'est la leçon que vos maîtres vous ont soufflée que vous leur répétez d'un ton de bon élève, lorsque vous affirmez par exemple :

« *Que le droit international permettrait demain aux gouvernements qui jugeraient cette mesure commode, de reconnaître comme gouvernement de fait la Junte de Burgos, et qu'à partir de cette reconnaissance, sur le terrain du droit international, des livraisons d'armes pourraient être faites à ce gouvernement rebelle aussi bien qu'au gouvernement régulier.* »

Il peut paraître *commode* (sinon à vous, du moins à ceux qui vous font chanter, pauvre citoyen Blum) de reconnaître la Junte de Burgos comme gouvernement de fait, et de lui fournir *officiellement* des armes. Par avance, dans votre discours de Luna-Park, vous vous êtes soumis à cette volonté. Vous avez tendu l'autre joue. Vous avez dit :

« *Cette reconnaissance de fait, il y a des moments où elle a paru possible, dans certaines éventualités ; elle le deviendrait encore demain.* (Vous escomptez donc la victoire des rebelles ?) *En tout cas, dans la réalité des choses, tout s'est passé comme si certaines puissances avaient reconnu le gouvernement rebelle comme un gouvernement de fait et s'étaient jugées en droit de livrer des armes à ce soi-disant gouvernement de fait, aussi bien que d'autres pouvaient le faire au gouvernement régulier.* »

Ici nous avons l'aveu implicite d'une situation que nous ne connaissons que trop. La France *pouvait* livrer des armes à l'Espagne républicaine (et elle ne l'a pas fait). De son côté, le fascisme international *n'avait pas le droit* d'en livrer aux factieux, mais « *tout s'est passé comme s'il s'était jugé en droit de le faire* »... D'un côté donc, on s'est incliné devant le chantage des fascistes et on a renoncé au droit strict que l'on avait d'armer la République espagnole ; de l'autre, on s'est arrogé le droit de soutenir les factieux, en rupture des engagements les plus solennels et les plus « sacrés ».

### *Neutralité ou Complicité ?*

A cela, vous répondez, citoyen Blum, qu'il s'agit d'un passé... bien passé, et que depuis les accords internationaux proposés par la France, aucune livraison d'armes n'a été opérée par aucun gouvernement signataire, pas plus au gouvernement de Madrid qu'au « soi-disant gouvernement de fait » de la Junte de Burgos.

« *Il n'existe pas* — déclarez-vous — *une seule preuve à ma connaissance, ni même une seule présomption solide que, depuis la promulgation des mesures d'exécution par les différents gouvernements, aucun d'eux ait violé les engagements qu'il a souscrits. Je répète, s'il le faut, et en pesant chacun de mes mots, ce que je viens de dire.* »



Nous vous répondrons, et en pesant nos mots, que vous nous jouez le jeu de la « restriction mentale ». Vous savez fort bien que, *depuis l'ouverture des négociations de neutralité*, l'Allemagne et l'Italie n'ont pas cessé d'envoyer à Burgos et à Séville, à Lisbonne et à Melilla autant de Caproni et de Junkers, autant de bombes d'avions et de tonnes d'explosifs qu'il leur a été matériellement possible de le faire. Mais la ratification des mesures d'exécution dont vous parliez, au moment où vous parliez, remontait à une huitaine de jours. Ces mesures d'exécution eussent-elles été violées le lendemain même de leur promulgation (et tout porte à croire qu'elles le furent), qu'il eut été impossible d'en faire officiellement la preuve en huit jours, étant donné les délais « nécessaires » à la constitution d'une commission d'enquête, etc... etc...

Comme gouvernement, *officiellement*, « vous n'avez pas de preuves », dites-vous. Mais comme homme privé, vous savez fort bien que, depuis trois mois, se poursuit au Portugal une activité constante des factieux. Les travaux de constatation de cette activité par l'autorité internationale nommée à cet effet ne sont pas encore commencés, et pendant ce temps nos camarades qui reçoivent sur la tête les bombes allemandes et italiennes continuent à mourir « *sans preuve et sans présomption solide* » *de l'existence de ces mêmes bombes*, qui sont, comme on le sait, d'un modèle inconnu dans les arsenaux espagnols.

## *LA CNT ET CABALLERO*

Nous ne pouvons que féliciter la CNT de son attitude calme, mais énergique, en face des prétentions dictatoriales de celui qui s'intitule : « Le Lénine Espagnol ».

Le programme du gouvernement de Madrid tient en trois formules lapidaires : « Pas de révolution sociale » ; « Un gouvernement qui gouverne » ; « Je fais la guerre ! ». Cette attitude à la Noske serait odieuse si elle n'était pas simplement ridicule.

Sans déclamations inutiles, en termes sagement mesurés, les anarchistes ont ramené l'auteur des phrases ci-dessus au terrain des réalités.

* * *

« Pas de révolution sociale, mais défense de la République », dit Largo Caballero.

La République espagnole et ses ministères successifs (y compris ceux dont Largo Caballero faisait partie) sont morts faute de programme social.

Pour s'être opposé à la révolution sociale, le gouvernement « des travailleurs » est devenu un fantôme sans force et sans vie, abandonné par les masses travailleuses, miné par la corruption, impuissant devant les menées de la réaction. Victime sans défense ou complice inconscient du fascisme, le républicanisme bourgeois-démocratique a fait son temps. Il a perdu tout pouvoir et tout droit à l'existence. Ce pouvoir et ce droit appartiennent aujourd'hui à la révolution sociale. La révolution souffle en tempête sur l'Espagne. Rien ne sert de le nier. Caballero lui-même s'en apercevra bientôt s'il essaie de cracher contre le vent.

* * *

« Un gouvernement qui gouverne » a toujours été la revendication propre du petit bourgeois apeuré dans les périodes de crise et de révolutions. Alors que la lutte révolutionnaire déchaîne dans les masses travailleuses le goût magnifique de l'audace et la volonté de puissance, on voit le philistin en détresse, conscient de son rôle de parasite, rentrer la tête dans les épaules et cacher soigneusement sa chaîne de montre, tout en maintenant à l'adresse de l'Etat, ce Jéhovah des temps modernes, on ne sait trop quelles larmoyantes prières de pénitence.

Tandis que le monde du travail respire à pleins poumons, enfin délivré du corset de fer policier, militaire et bureaucratique, offrant aux souffles de l'aurore sa poitrine nue et buvant à longs traits le vin nouveau de la liberté — on voit le monde de l'oisiveté, du conformisme et du mercantilisme crasseux flotter çà et là, rasant les murs et serrant les fesses, à la recherche du gendarme moustachu, derrière la carrure de qui il pourra abriter sa colique spirituelle et ses scrupules intestinaux.

Ainsi le petit bourgeois se lamente de voir crouler les bastilles. Comme un enfant abandonné, il appelle de ses cris et de ses larmes le « gouvernement fort » qui le délivrera de la responsabilité de vivre, en le déchargeant du fardeau de sa propre indépendance...

Largo Caballero a-t-il voulu être l'ange gardien, le protecteur et l'idole des imbéciles lorsqu'il leur a promis « un gouvernement qui gouverne » ? Ou bien s'est-il lui-même laissé entraîner par la panique petite bourgeoise, répétant, à son tour, le cri instinctif de l'impuissance et du désarroi, le cri des faibles et des lâches, qu'un vertige saisit à l'idée d'un ciel sans Dieu et d'une terre sans maître ?

* * *

« Je fais la guerre — dites-vous, Monsieur Caballero, ravaudant pour votre usage les vieilles chaussettes du « Père Clemenceau ».

Mais vous savez bien que Clemenceau avait derrière lui une structure formidable de militaires, de police, d'administration et d'Union Sacrée,



héritée du temps de paix ou créée par ses prédécesseurs. Vous héritez, vous, d'une police, d'une bureaucratie et d'un militarisme en ruines, et les fameux leviers de commande que vous maniez d'un air important ne commandent plus à rien. *Ce n'est pas une guerre qui se fait en Espagne, c'est une révolution.* Tant mieux pour vous si cette révolution consent, provisoirement, à vous utiliser. De grâce, n'oubliez pas que la révolution, *la guerre sociale* (puisque guerre il y a), ce n'est pas vous qui la faites, ce sont les miliciens du front qui combattent pour leur idéal révolutionnaire, les ouvriers des syndicats qui reconstruisent une économie pour le peuple, les paysans qui arrachent aux classes réactionnaires le droit de tous à la terre et à la vie — ce sont tous ceux-là qui font la guerre au fascisme. Le grand quartier général de cette guerre *sociale* n'est pas au parlement, ni dans votre cabinet de ministre, Monsieur Caballero. Il est au siège des organisations syndicales — C N T et U G T — unies par l'Alliance Révolutionnaire.

* * *

La C N T a proposé de concrétiser cette alliance par la création d'un *Conseil National de Défense* composé de 5 représentants de chacune des deux centrales syndicales, et de 4 membres des partis petits-bourgeois de gauche. C'est là une grande concession faite au souci de maintenir un bloc aussi étendu que possible du côté du marxisme et de la démocratie bourgeoise. Cette concession est le maximum de ce que nous pouvons offrir aux éléments antifascistes des tendances autres que la nôtre. Elle permet de maintenir complet le bloc des organisations antifascistes. Mais, en même temps, elle réserve, contre les empiétements réactionnaires d'un pouvoir central, les réalisations accomplies ou à accomplir dans le domaine de l'action de masses. Nous voulons, petit à petit, au fur et à mesure de la maturité de nos forces, et jusqu'à la victoire intégrale, transmettre aux libres collectivités populaires chacune des fonctions sociales que vous-mêmes — le gouvernement et le capitalisme d'Espagne — avez abandonné et abandonnerez par faiblesse et par impuissance.

Nous autres, anarchistes, nous savons que les faiblesses du gouvernement central devant les tâches de la lutte antifasciste, ne feront que s'accentuer, et que nous devrons y remédier *par le moyen des organes propres de la classe ouvrière armée.* Nous savons que l'impuissance et le sabotage capitalistes dans le domaine économique, ne feront que croître et embellir et qu'il faudra substituer à l'ancien système social déchu un système radicalement nouveau, *lequel sera l'œuvre de la masse travailleuse dans ses organisations économiques.*

Nécessairement, la victoire du peuple sur le fascisme coïncidera avec la liquidation de toutes les entraves qui le paralysent encore dans cette lutte et de toutes les institutions qui prolongent le fascisme jusque dans

l'Espagne républicaine. Nous ne prétendons pas cueillir le fruit avant qu'il soit mûr, ni interdire à qui que ce soit de réaliser les expériences locales ou régionales conformes à la volonté directement exprimée des travailleurs.

Mais nous n'admettrons pas que l'on ravisse au peuple ibérique son droit d'auto-direction et d'auto-administration fédéraliste, en reconstituant sur de nouvelles bases le monopolisme gouvernemental.

## OCTOBRE

### *UNE NOUVELLE EPOQUE DANS L'HISTOIRE REVOLUTIONNAIRE*

#### *Le passé*

L'Etat moderne étend son pouvoir sur tous les domaines de la vie et, en particulier, sur la production, sur l'économie. Depuis soixante ans, ce développement totalitaire de l'Etat s'est poursuivi avec un rythme accéléré et, à son image, s'est modelé le mouvement ouvrier et révolutionnaire, s'hypnotisant de plus en plus sur la « conquête de l'Etat » comme seul remède au désordre actuel, et comme seule manière possible de réaliser une volonté collective de transformation sociale.

La première « Association Internationale des Travailleurs », qui avait posé en principe l'action directe, le fédéralisme, la négation de toute politique bourgeoise et la « destruction » de l'Etat par la libre entente des producteurs, fut reléguée par le marxisme social-démocrate au rang des vieilles lunes, et ce fut sur le modèle caporaliste et pédantesque des admirateurs de Bismarck, que s'organisa la « Deuxième Internationale ». Le socialisme d'avant-guerre, ce chef-d'œuvre d'équilibre instable entre la phase révolutionnaire et la pratique parlementaire-collaborationniste s'écroula au premier choc des réalités, le 4 août 1914.

De la « démocratie » socialiste à la « dictature » bolcheviste, le mouvement révolutionnaire marqua une nouvelle étape vers les conceptions étatistes et, par conséquent, vers son asservissement idéologique aux tendances dominantes du capitalisme lui-même. La guerre, en effet, fut surtout pour celui-ci une occasion ou un moyen de réorganisation et de renforcement intérieur grâce à la création de la nouvelle structure totalitaire économico-gouvernementale connue sous le nom de « socialisme ou syndicalisme de guerre ». C'est sur l'idéal du socialisme de caserne et de la discipline militaire que se modela la conception révolutionnaire de



la « Troisième Internationale », après qu'elle eut, comme la Deuxième, éliminé de ses rangs l'élément fédéraliste ou anarchiste.

Comme acheminement final d'une évolution aussi vaste et aussi complète, il était facile de prévoir la chute complète du mouvement ouvrier dans la centralisation et dans l'adoration des idoles qu'il s'était forgées : le Chef, la Nation, la Patrie socialiste, la Discipline élevée en valeur absolue, le Parti placé au-dessus de toute humanité et de tout principe vivant, etc... La faiblesse d'une telle attitude, la lâcheté morale cachée sous cette rigidité de pure forme n'étaient que trop cruellement mises à nu par les échecs répétés du mouvement socialo-communiste, et par son absorption progressive dans le fascisme ou national-socialisme.

Le fait que les « mêmes méthodes » qui ont fait la force du fascisme n'ont apporté au prolétariat que faiblesse, inertie ou déroute, tend à prouver que « le retour à des méthodes de lutte essentiellement distinctes de celles de la bourgeoisie est la condition *sine qua non* de tout relèvement. » La victoire appartient à celui qui sait imposer son propre terrain et ses propres formes d'activité vitale à l'adversaire, car il réussit par là à le priver de ses moyens spécifiques d'action.

Même une victoire apparente du prolétariat, remportée avec des moyens d'action spécifiquement « militaristes, bureaucratiques ou jacobins », constitue sous un déguisement nouveau une « victoire du capitalisme », parce que le choix des moyens emporte avec lui la signification et la nature du résultat lui-même, et que le mouvement, par sa logique intérieure, prime toujours la conscience du but.

#### *Douze années de défaites*

La guerre et l'après-guerre marquèrent l'épreuve et la défaite du mouvement ouvrier traditionnel, c'est-à-dire bureaucratique et parlementaire. Un instant, l'afflux en masse des forces vierges libérées par le choc en retour de 1917-1919 fit osciller la balance. Mais la bourgeoisie avait déjà expérimenté, à la faveur de l'Union sacrée, les nouvelles formes politiques de son exploitation : elle ne tarda pas à reprendre l'offensive.

En mars 1921, le prolétariat russe, qui avait donné au monde les plus grands espoirs, succombait à Cronstadt dans son suprême élan vers la liberté, et l'autocratisme du Parti Bolchevik fournissait à Mussolini l'exemple d'une réaction masquée sous des formes révolutionnaires.

En 1922, la défaite du prolétariat italien était consommée, non sans une résistance courageuse qui sauvegarda pour un temps encore l'esprit de combativité de la classe ouvrière.

En 1923, eut lieu la première grande capitulation sans combat, celle du Parti Communiste allemand, à l'exception des quelques centaines de

combattants qui, à Hambourg, se rendirent maîtres pour vingt-quatre heures de la rue et de la vie publique.

Puis vint l'échec, par voie de trahison consciente, de la grève générale anglaise et de la Révolution sociale en Chine.

Entre temps, Pilsudsky instaurait sa dictature fasciste sur la Pologne, Horthy sur la Hongrie, Tsankoff sur la Bulgarie, de Rivera sur l'Espagne. Seule, l'Espagne parvint à secouer le joug, mais ce fut pour établir une dérisoire « République des Travailleurs », sans programme social, ni perspective d'aucune sorte, produit mort-né du libéralisme politicien et du marxisme dégénéré.

Et puis, ce fut la grande catastrophe de février 1933 : l'effondrement sans résistance du prolétariat le mieux organisé et le plus puissant du monde, tombant d'un seul coup du plus haut sommet des illusions social-démocratiques et nationales-communistes dans la réalité sanglante des geôles nazies. La prise du pouvoir par Hitler marquait en quelque sorte l'avènement mondial du fascisme, sous une forme qui utilisait tout l'héritage réactionnaire du mouvement « ouvrier » traditionnel, centralisé, disciplinaire et bureaucratique, et qui mettait fin en même temps à ce mouvement ouvrier en tant que tel, par l'écrasement physique de toutes les tendances révolutionnaires qui subsistaient dans son sein.

1933 marquait donc la fin de tout l'univers bourgeois-démocratique et social-réformiste. Il ouvrait une ère de violence sans limites avec comme seule alternative possible : guerre des Etats ou guerre des classes. S'il subissait passivement la violence de ses maîtres, le prolétariat mondial se vouait lui-même à l'entre-égorgement fratricide de trente millions d'hommes, condamnés à disparaître pour que survive le régime de l'accumulation et du profit. Or, tout concourait à pousser les masses dans cette voie fatale : tout, et jusqu'à l'antifascisme patriote des Etats soi-disant démocratiques ou soi-disant prolétariens. Le fascisme avait-il donc partie gagnée ?

*Nouveaux espoirs*

« Premier signal de redressement ou dernier geste de résistance ? » Telle fut la question que se posèrent anxieusement les amants de la liberté lorsque les miliciens socialistes de Vienne, acculés par la réaction à une suprême tentative de révolte, descendirent dans la rue le fusil en main. Sans espoir immédiat, les prolétaires autrichiens montrèrent qu'ils savaient mourir ; leur sacrifice ne fut pas perdu, et quelque temps après, les mineurs des Asturies affirmaient à leur tour, face au fascisme de Gil Robles et au militarisme de Lerroux, leur volonté de « vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Une grande étape était franchie dans la création d'un nouveau mouvement ouvrier socialement révolutionnaire.



La révolte des Asturies démontrait la capacité de lutte du prolétariat en face d'une armée moderne. Elle donnait l'exemple de l'union des travailleurs par-dessus toute querelle de tendances et sur une base « fédéraliste » de solidarité et d'action réalisatrice. Enfin, elle revêtait la signification d'une première tentative pour « établir » et non pas seulement pour « proclamer », le principe du collectivisme révolutionnaire comme moyen de lutte contre le fascisme. Ce troisième pas, le plus important de tous, était franchi sous l'influence des éléments anarcho-syndicalistes qui furent les derniers et les plus actifs combattants de cette lutte tragique.

Le grain semé par les martyrs d'octobre 1934 n'allait pas tarder à germer, en Espagne et dans le monde entier.

En France, ce fut le recul du fascisme, le succès du Front populaire « et la triomphale occupation des usines », qui donnèrent le branle à un renouveau de la conscience révolutionnaire et ranimèrent la confiance du peuple en ses propres forces.

En Espagne, eut lieu ce que les journaux bourgeois ont été obligés d'appeler « le grand miracle de l'Histoire ».

Nous ne croyons pas aux miracles. L'histoire ne fait pas de miracles. Nous ne nous plaçons pas sous l'angle d'une métaphysique fataliste, ni du point de vue éthique ou esthétique qui est celui des contemplateurs de la lutte sociale. Si « les Trois Glorieuses » des 19, 20 et 21 juillet 1936 ont été pour le monde du travail un tournant tellement décisif, la raison n'en est pas dans le fait que les ouvriers de Barcelone « ont pris des canons avec leurs poings nus », mais dans le principe même de la responsabilité individuelle et de l'*action directe*, enfin restitué après une longue éclipse, pendant laquelle l'initiative et la conduite de chaque mouvement étaient restées le domaine sacro-saint des centrales syndicales et politiques.

La victoire du prolétariat et des paysans en Catalogne fut essentiellement une victoire de l'anarcho-syndicalisme ibérique : forme de culture de l'instinct révolutionnaire des masses, dont les traditions et la généalogie remontent au fond le plus essentiel de l'humain dans tous les pays. Ce qu'il y a de décisif dans le succès de juillet dernier en Espagne, ce n'est pas la réussite de la prise d'armes accomplie par des militants désarmés ; ce n'est pas que la F A I et la C N T se soient trouvées, du jour au lendemain, maîtresses absolues de la vie publique, des moyens de transport et de la rue, pavoisant toute une province à leurs couleurs et recouvrant de leurs initiales toutes les estampilles de l'Etat et de la propriété privée. L'avènement révolutionnaire n'a pas été celui d'un parti ou d'une tendance, mais celui *de la liberté*. Les forces économiques ont été maîtrisées comme instruments de lutte, non pas pour servir aux jeux dominateurs de la politique, mais pour être enfin soumises à une direc-

tion humaine. Les travailleurs n'ont pas aliéné leurs revendications socialistes sous la forme d'un nouveau pouvoir : ils les ont affirmées sans intermédiaire en dépouillant le pouvoir bourgeois-capitaliste d'une partie de ses fonctions sociales. Et c'est là la nouveauté fondamentale de ce grand réveil, qualifié de miracle par ceux qui n'en saisissent pas la nature.

Pour la première fois depuis bien longtemps, la révolution s'est posée clairement conforme à sa propre essence : celle d'une révolte de la société vivante contre les institutions mortes, et par conséquent, de chaque individu vivant contre son passé mort. Le peuple espagnol s'est séparé victorieusement de son passé en murant à tout jamais les portes des églises, préalablement purifiées par le feu. Il est ainsi parvenu à l'âge adulte et peut *rire* désormais du « Père Eternel » tant redouté et tant adoré, physiquement et moralement réduit à la plus grotesque impuissance. Mieux encore, il peut *l'oublier*... Et demain, peut-être, les institutions de l'Etat — vidées, elles aussi, de leur contenu par le feu des révolutions — seront à leur tour abandonnées à la paix du tombeau.

*A mouvement nouveau, théorie nouvelle*

Nous nous refusons à faire rentrer la révolution espagnole dans le cadre des vieux schémas : *démocratie, dictature du prolétariat, Etat ouvrier, etc....* L'application de la scolastique marxiste, telle qu'elle a été tentée par différents secteurs politiques du socialisme espagnol, aboutit de toutes parts à l'impuissance et à la stérilité ; elle n'apporte à la révolution d'autre solution que la trahison ou le suicide.

Les théories marxistes de la présente guerre civile en Espagne se réduisent à trois :

a) *Théorie stalinienne de la « Révolution bourgeoise-nationale ».*

Les représentants nationaux et internationaux du Komintern ont proclamé *urbi et orbi* que la tâche historique de l'Espagne populaire consiste à accomplir l'étape « bourgeoise-nationale de la révolution », c'est-à-dire à liquider en Espagne la domination de l'impérialisme étranger et les résidus du féodalisme agraire. En pratique, le Komintern se borne à combattre *pour* le maintien du *statu quo* parlementaire, *pour* le capitalisme industriel et son exploitation politico-économique de la paysannerie, et *pour* l'impérialisme de l'Entente contre les menaces venues de l'Allemagne et de l'Italie. Etant donné que ces trois éléments dominent en Espagne depuis la soi-disant « révolution » d'avril 1931, on ne voit pas très bien ce que le bolchévisme stalinien peut envisager comme « révolution » à venir, si ce n'est le raffermissement de la chancelante bourgeoisie capitaliste espagnole par l'intervention d'une dictature jacobine intimement liée à Moscou.



A plusieurs reprises, les théoriciens bolchévicks ont écrit et publié que les journées de Juillet correspondent à un 89 espagnol, ce qui signifie faire abstraction d'un siècle et demi de capitalisme, d'agitation socialiste et de lutte prolétarienne. Cela seul suffit à juger la valeur des faux-semblants marxistes derrière lesquels s'abritent les chefs du P S U C, du Parti Socialiste et du Parti Communiste (trois têtes sous le même bonnet), pour développer en Espagne leur propagande et leurs menées *contre-révolutionnaires*.

b) *Théorie trotskiste de la « Révolution permanente ».*

Tandis que le stalinisme vit théoriquement dans le monde politique du XVIIIe siècle, le trotskisme, plus hardi, s'efforce d'appliquer les schémas élaborés par Marx à l'occasion du remous social de 1848. Depuis 1905, Trotsky est arrivé à cette conclusion que la « dictature du prolétariat » est nécessaire pour accomplir jusque dans ces dernières conséquences cette révolution « bourgeoisie-démocratique » que les léninistes « purs » confiaient à un bloc démocratique de plusieurs classes. On a pu affirmer, non sans raison, que Lénine s'était rallié au trotskisme en 1917, lorsqu'il utilisa contre le gouvernement Kérensky la violence des masses prolétariennes, et contre ses propres partisans rétifs à l'action la menace de ces mêmes masses. Appliquant à la lettre les principes du maître, Andrès Nin, aujourd'hui « ministre de la Justice » en Catalogne, déclarait en 1931 que le programme de la révolution bourgeoise en Espagne n'était réalisable que par l'instrument d'un *Etat ouvrier*, autrement dit par la dictature absolue d'un parti se réclamant du prolétariat.

Evidemment, ceci correspond parfaitement aux soucis d'une nombreuse *intelligentzia* inemployée, de jeunes bourgeois, etc..., qui forment la principale force du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P O U M). Prêts à exproprier l'Etat bourgeois et le capitalisme *pour leur propre compte*, en se servant de la force motrice de la classe ouvrière : prêts à accomplir la plus sévère revision du personnel dirigeant et à réorganiser le monde capitaliste sur des bases organiques, économiques et psychologiques nouvelles : prêts enfin à tout remettre en question pour jouer leur chance unique entre le vieux monde qui se cramponne à sa place et la révolution sociale qui risque de tout emporter dans son déchaînement : tels sont les militants du trotskisme espagnol, que Trotsky lui-même qualifie, d'ailleurs, d'« opportunistes », pour avoir voulu se servir trop tôt et occuper *déjà* des places en régime « bourgeois ».

Au « bolchévisme dégénéré » des staliniens, qui se propose comme but une Espagne unie sous un gouvernement fort *allié de l'U. R. S. S.*, Trotsky

se fait fort d'opposer un « bolchévisme authentique », désireux de donner une traduction *politique* aux aspirations socialistes de la classe ouvrière. C'est ici le cas de se souvenir du proverbe qui dit que « traduire, c'est trahir ». Engager le prolétariat à « séparer de lui sa propre force comme force politique » (Marx), c'est le désarmer pour une longue période de temps. Lénine lui-même a reconnu que « l'Etat ouvrier », en tant qu'*Etat,* représentait une « survivance du droit bourgeois ». Le droit bourgeois suppose inévitablement un Etat *bourgeois,* car le « droit n'est rien sans l'appareil qui peut contraindre à observer les normes de ce droit ». En nous invitant à remplacer l'Etat matériellement *décrépi* et *psychologiquement* usé de la bourgeoisie espagnole par un Etat « du prolétariat », le bolchévisme authentique nous apprend à casser le vieux fouet de nos maîtres pour leur en fournir un neuf ; il ne nous apprend, en aucune façon, à sortir des brancards du « droit bourgeois », mais il apprend à la bourgeoisie un nouveau moyen de nous y maintenir. Ce nouveau moyen, c'est *l'Etat ouvrier,* tant réclamé par le POUM et autres marxistes intransigeants comme solution « socialiste » au problème espagnol.

c) *Théorie pessimiste des « Ultra-Gauches ».*

D'accord avec nous pour repousser l'idée d'une limitation volontaire de la révolution dans le cadre capitaliste d'un 89 espagnol à la sauce stalinienne, les « ultra-gauches » de la fraction abstentionniste italienne nient d'autre part (en majorité) l'existence en Espagne d'une situation révolutionnaire au sens prolétarien du mot. Il en est de leur analyse de la vie sociale espagnole comme de la fameuse toile représentant le passage de la Mer Rouge par les Israélites. Les Hébreux (l'époque des révolutions bourgeoises) sont déjà passés. Les Egyptiens (l'heure du prolétariat) ne sont pas encore arrivés. Et la Mer Rouge elle-même s'est retirée, de sorte que la toile est parfaitement vierge. Ainsi toute la peinture que *Bilan* nous trace de la situation en Espagne, consiste à déplorer « l'absence d'un parti de classe, d'un parti communiste », et à annoncer que « même les indices » d'un développement ultérieur de ce parti et, par conséquent, d'une situation révolutionnaire, « ne sont pas donnés ». Cette philosophie conduit *Bilan* à envisager la lutte civile en Espagne sous le jour le plus sombre, comme une tuerie absurdement fratricide pour le compte des impérialistes.

L'éditorial du n° 35 du *Bilan* s'intitule « L'abattoir des prolétaires en Espagne ». Il affirme que les deux clans bourgeois-militaristes, celui de droite et celui de gauche, se sont complètement soumis deux fractions du prolétariat espagnol, et même du prolétariat mondial, et travaillent actuellement à transformer l'Espagne en charnier, après quoi l'Europe et le monde tout entier subiront le même sort. Il stigmatise donc également



l'interventionnisme des fascistes et des communistes, et propose en substance de limiter les dégâts en privant d'armes les combattants — par la grève ou toute autre méthode.

Il faudrait être aveugle pour nier qu'il n'existe dans la réalisation d'un tel schéma un danger réel. La guerre militaire est mortelle pour la révolution, comme la révolution est mortelle pour la guerre. La politique de l'obéissance et des gouvernements forts, quels qu'ils soient, est pour le prolétariat une politique de suicide. L'Espagne peut devenir un charnier de prolétaires et un champ clos pour les impérialismes qui y entrechoqueraient leurs potentiels de guerre jusqu'à la mort du dernier travailleur espagnol. La meilleure manière d'aider les ouvriers ibériques n'est pas de se jeter dans les bras des gouvernements de Front Populaire pour en obtenir des armes, mais de préparer internationalement la prise des usines et des armes à l'exemple de ces ouvriers ibériques. En faisant l'expropriation directe des industries de guerre, le prolétariat français sauverait à la fois la révolution espagnole de l'impasse où elle risque de s'engager, la France du danger fasciste, et le monde entier de la guerre. Elle donnerait au prolétariat ibérique des alliés qui lui permettraient de se passer de l'appui de la bourgeoisie « démocratique » espagnole et internationale, dont ils risquent autrement de devenir les jouets.

Mais toute cette action de solidarité effective, par l'action directe, implique la reconnaissance préalable d'un fait : le fait que l'exemple du prolétariat espagnol anarcho-syndicaliste, prenant les armes et les usines et engageant la lutte finale sans regarder en arrière, *interprète la nécessité la plus impérieuse de la « situation »* ; que cette « situation » est donc bien *révolutionnaire,* et que tout le monde entier est placé en face d'une tâche du même ordre. L'initiative des ouvriers et des paysans espagnols ouvre donc une nouvelle époque de lutte offensive et fonde une nouvelle pratique et théorie dont la valeur n'est pas seulement espagnole, mais mondiale. Cette valeur ne saurait dépendre des tribulations momentanées et particulières de la CNT et de la FAI dans leurs rapports avec Madrid, le gouvernement de la Généralité de Catalogne, ou la bourgeoisie internationale. Elle subsiste *historiquement* au-dessus de toutes ces tribulations, malgré elles ou à cause de ces tribulations même.

Sous les trois aspects de son application à l'Espagne (stalinisme, trotskisme et ultra-gauchisme) le marxisme démontre son caractère fataliste, son manque de dynamisme social, son échec comme méthode de pensée et d'action au service de la révolution. Le marxisme appartient désormais au passé et, *si nous le voulons,* il cessera bientôt de peser sur nous de toute sa masse pétrifiée. Nous nous frayerons un chemin nouveau dans la vie, bien au-delà des sentiers tracés. Du 19 juillet 1936, date une nouvelle génération dans la pratique et dans la critique sociale : *la génération de l'Anarchie !*

## *REPONSE AUX « COMMUNISTES DE GAUCHE »*

L'un des derniers numéros du Bulletin *Service d'information et de presse de la IVe Internationale* contient, comme à l'ordinaire, des conseils et des directives de Léon Trotsky aux ouvriers révolutionnaires de chacun des pays figurant sur la mappemonde que l'ex-dictateur du Kremlin n'a pas manqué d'emporter avec lui sur la terre d'exil.

En ce qui concerne les ouvriers espagnols, ces conseils sont d'autant plus platoniques qu'il n'existe pas, sur le sol ibérique, un seul organisme de la IVe Internationale. C'est probablement pour cette raison que Léon Trotsky reproche au prolétariat espagnol en général et aux anarchistes en particulier, d'être si peu révolutionnaires !...

Le Bulletin définit le régime actuel en Espagne comme « un Gouvernement de Front populaire » composé de « représentants de chaque parti « bourgeois-républicain ou ouvrier (Union républicaine, U G T, staliniens, « anarchistes, P O U M) ». « Il est typique — dit ensuite le Bulletin — « que, sauf un (le P O U M), tous ces partis coalisés se prononcent offi- « ciellement pour le maintien du *statu quo* démocratique bourgeois, c'est- « à-dire ne peuvent qu'enregistrer passivement toutes les atteintes com- « mises par leurs adhérents à la propriété bourgeoise et capitaliste. » Un peu plus loin, le Bulletin dénonce « la consolidation de cet amalgame « étatique républicain-bourgeois-ouvrier » et ne craint pas d'affirmer que « les anarchistes ont été les agents déterminants de cette politique, et « le P O U M l'adjoint docile et complice... ». « On nous a annoncé de « Barcelone — continue le Bulletin — la constitution d'une sorte de « Gouvernement d'union sacrée entre républicains bourgeois, réformistes, « anarchistes, et même le P O U M. » La conclusion est qu'une telle dé- faillance « mesure aujourd'hui tout le chemin parcouru à reculons depuis « deux mois en Catalogne, *faute d'une direction bolchévique, faute d'un « parti révolutionnaire* » (souligné dans l'original).

Il serait facile de rappeler ici à Léon Trotsky son attitude dans le passé, alors qu'il exerçait lui-même une responsabilité dans la marche des événements : trahison de l'insurrection prolétarienne de juillet 1917 ; distribution des terres aux paysans sous forme de propriété individuelle, petit-bourgeoise ; capitulation devant les armées réactionnaires d'Allemagne à Brest-Litovsk ; écrasement de la révolution à Cronstadt, en Ukraine ; retour au capitalisme à partir de 1921, etc., etc...

Mais il ne s'agit pas ici de la personnalité de Trotsky. Nous voulons aller au fond de la question et nous demander ce qu'il y a *de vrai* dans l'accusation portée contre les anarchistes d'avoir favorisé l'abandon des



positions prolétariennes en Espagne et la stabilisation du régime bourgeois « sur des bases élargies et, par conséquent, renforcées ».

*Il est exact* que les narchistes n'ont pas eu l'initiative de la lutte armée. Celle-ci a été déclenchée *par le fascisme,* à son heure, et avec la complicité du gouvernement républicain. Et alors ?... Serait-ce Léon Trtosky qui aurait déclenché la révolution russe en 1917 ?

*Il est également vrai* que les anarchistes n'ont rien socialisé *par décrets.* Ils se sont contentés de liquider socialement, partout où ils l'ont pu, la classe des exploiteurs du travail, en substituant à l'organisation capitaliste le fédéralisme des communes et des syndicats.

*Un troisième crime* pour lequel nous plaiderons « coupables » est de n'avoir pas cherché à constituer un « Gouvernement ouvrier », ni à proclamer la « dictature du prolétariat ». Nous nous sommes bornés, toutes les fois que la transformation *par la base* le permettait, à instituer les organes de coordination relatifs à chacune des fonctions dont nous avons simultanément dépossédé l'Etat et le système capitaliste.

Telle est la vérité.

Evidemment, nous aurions voulu faire mieux et plus au cours des deux mois de bataille que nous venons de traverser. Nous savons très bien que la victoire sur le fascisme est inséparablement liée avec la réalisation d'une *véritable révolution sociale* à l'échelle de l'Espagne entière. Et c'est pourquoi nous ne nous contenterons pas béatement d'avoir fermé toutes les églises et rouvert toutes les usines, d'avoir donné les armes au peuple et d'avoir amené à une dissolution quasi complète tous les corps armés indépendants de la force populaire. Mais il n'en est pas moins vrai que le chemin parcouru depuis *trois mois* par la révolution en Espagne, l'emporte de beaucoup sur les résultats des *dix-huit années* de « direction bolchévique » au pays de la dictature intégrale du « parti révolutionnaire ».

## *QUE RESTE-T-IL DE L'ARMEE ESPAGNOLE ?*

Au moment où, dans les milieux *autoritaires* du front antifasciste, l'on ne parle que « d'insuffler aux milices l'esprit de l'Armée Régulière », il n'est pas inutile de se demander en quoi consistait l'armée régulière espagnole, quel était son esprit, et d'évaluer les forces restées fidèles au gouvernement.

### *L'esprit de l'armée*

L'armée de la République, comme celle de la Royauté, reflétait avant tout le système clérico-féodal de l'ancienne Espagne dont la mentalité

ultra-réactionnaire continuait à prédominer parmi les gradés. A quelques nobles exceptions près, ceux-ci prirent toujours fait et cause pour les formes les plus brutales du privilège et de la dictature, contre les légitimes revendications du peuple.

Sans doute, existe-t-il chez l'homme de troupe une mentalité bien différente. Mais le système militariste en lui-même, faisant de la troupe une « grande muette », donne exclusivement la parole aux états-majors et aux cadres d'officiers. Le seul moyen dont dispose le soldat antifasciste, mobilisé par l'autorité de Franco et de Mola, est aujourd'hui la désertion, accomplie au risque de leur vie par de courageuses minorités. Il en sera ainsi dans toutes les armées, tant que le système de l'obéissance passive, de la hiérarchie et du code militaire sera debout — et cela quelle que soit la couleur du drapeau.

*Faits et chiffres*

Passons en revue les troupes « loyales » qui, par la nécessité de leur situation ou la volonté de leurs officiers, sont restées fidèles au serment et à la constitution républicaine. Le journal moscovite *Krasnaïa Zviezda* constate que leurs effectifs se limitaient le 18 août à trois divisions d'infanterie, savoir : la première division (Madrid), la troisième (Valence) et la quatrième (Barcelone), à quoi s'ajoute la première brigade de montagne, casernée dans la région pyrénéenne de la Catalogne. D'après les informations soviétiques, il restait le 18 août de l'armée espagnole loyale : 30 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 1 régiment de chars, 1 régiment d'artillerie à cheval, 1 groupe d'artillerie antiaérienne, 12 batteries de campagne, 3 bataillons de génie, le régiment des chemins de fer et diverses petites unités.

Si l'on veut bien se donner la peine de comparer ces forces à celles de l'armée fasciste rebelle, on se convaincra sans peine du fait suivant : les milices ouvrières ont joué dans la guerre civile un rôle absolument déterminant, en ce qui concerne l'action guerrière antifasciste. Elles ont porté tout le poids des opérations. *Elles auraient pu imposer leur caractère propre à la nature même des opérations.* La logique exige que les corps militaires loyaux soient *fondus dans la milice,* et non pas la *milice intégrée dans l'armée.*

Il faut que la victoire des antifascistes espagnols soit non pas une victoire de l'armée, mais une victoire totale et définitive sur l'armée et sur le système militaire.



## *A PROPOS D'UN APPEL DE DURRUTI AUX OUVRIERS RUSSES*

De nombreux révolutionnaires internationaux, qui nous sont proches par le cœur et la pensée, vivent en Russie, non pas en liberté, mais dans les isolateurs politiques et les bagnes. Plusieurs d'entre eux ont demandé de venir combattre l'ennemi commun en Espagne, au premier rang de la ligne de feu. Le prolétariat international ne comprendrait pas qu'ils ne soient pas remis en liberté ; et il ne comprendrait pas non plus que les renforts en armes ou en hommes *que la Russie se dispose, paraît-il, à envoyer en Espagne,* soient l'objet d'un marchandage comportant une abdication quelconque de la liberté d'action des révolutionnaires espagnols.

*La révolution espagnole doit suivre un autre cours que la révolution russe.* Elle ne doit pas se développer selon la formule : « Un parti au pouvoir, les autres en prison ». Mais elle doit faire triompher la seule formule qui permette à l'unité de front de n'être pas une duperie : « Toutes les tendances au travail, toutes les tendances au combat contre l'ennemi commun. Et *le peuple* choisira le régime qui lui conviendra le mieux ».

# NOVEMBRE

## *A PROPOS DE LA MILITARISATION DES MILICES*

*(Compte-rendu de la délégation C G T S R)*

Enfin ! Nous allons partir pour le front. Depuis deux jours, nous sommes à Barcelone et nous voyons passer des troupes sans pouvoir nous joindre à elles. Mais cette fois, ça y est. Nous verrons Durruti et son quartier général.

Donc, nous partons à quatre heures du matin. L'auto roule à travers les plateaux désolés de l'Aragon où seuls l'herbe et quelques maigres arbres arrivent à trouver leur nourriture. Un vent violent souffle, mais le ciel est pur, sans aucun nuage et, de notre auto, nous assistons à un magnifique lever de soleil. Nous traversons à fond de train Fraga, Bujaraloz, et nous nous dirigeons vers l'état-major de Durruti.

Il est onze heures. Nous sommes arrivés. Nous avons mis exactement sept heures pour venir de Barcelone au quartier général.

Nous franchissons le seuil de la porte d'entrée. Une vive animation règne autour de nous. C'est qu'en effet, nous sommes ici dans un G. Q.

G. qui commande 10.000 hommes (colonne composée exclusivement de membres appartenant à la CNT et à la FAI.

Après avoir attendu quelques instants, nous voici devant Durruti. Il se prête volontiers à notre interview, ayant appris notre identité d'envoyés spéciaux de l'*Espagne Antifasciste*.

Durruti est un homme grand et fort, de visage brun, hâlé par le vent qui souffle souvent sur les plateaux d'Aragon et par le soleil qui brûle indistinctement la terre et les hommes. La chevelure noire, rejetée en arrière, découvre un front large et volontaire. Des yeux rieurs animent une physionomie pleine d'énergie. Tout au long de notre entretien, Durruti sera sollicité de tous les côtés à la fois, sans perdre son calme au milieu d'un tohu-bohu indescriptible. Il tient tête à tous ses visiteurs, répond à toutes les questions avec la même exactitude et la même précision que s'il se trouvait seul en tête-à-tête avec chacun de ses divers interlocuteurs.

Nous ne voulons pas abuser des instants d'un camarade si occupé, aussi allons-nous droit au but de notre visite :

— Est-il vrai que l'on va rétablir dans les milices les règlements et la hiérarchie de l'ancienne armée ?

— Non ! Ce n'est pas ainsi que la chose se présente. On a mobilisé quelques classes et on a institué le commandement unique. La discipline suffisante pour un combat de rue est naturellement insuffisante pour une longue et dure campagne, face à une armée équipée de façon moderne. Il a fallu y remédier.

— En quoi consiste ce renforcement de la discipline ?

— Nous avions jusqu'à ces derniers temps un grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs — variant d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaires — son arsenal, son train des équipages, son ravitaillement, sa politique particulière vis-à-vis des habitants et, bien souvent aussi, sa manière particulière de comprendre la guerre. Cela ne pouvait plus durer. On a apporté quelques améliorations et il en faudra encore d'autres.

— Mais les gradés, les saluts, les punitions, les récompenses ?...

— Nous n'en aurons pas besoin. Ici, nous sommes des anarchistes.

— L'ancien Code de Justice Militaire n'est-il pas remis en vigueur par un récent décret de Madrid ?

— Oui, et cette décision du Gouvernement a produit un effet déplorable. Il y a là un manque absolu de sens de la réalité. Pour beaucoup d'antifascistes de mentalité bourgeoise-libérale, la Révolution du 19 juillet n'est pas un *fait acquis*, mais un *épisode* transitoire entre deux périodes de « normalité » (ils appellent ainsi l'ordre de choses qui existait au moment ou la pieuvre fasciste enveloppait de ses tentacules toute l'Espagne et s'apprêtait à l'étouffer !). *Il existe un contraste absolu entre cet esprit-là et celui des milices.* Nous sommes très conciliants, mais *nous savons que l'une de ces mentalités doit disparaître devant l'autre.*



— Ne penses-tu pas que si la guerre durait longtemps, le militarisme se stabiliserait et mettrait en danger la révolution ?

— Eh bien ! C'est justement pourquoi il nous faut gagner la guerre au plus tôt !

Sur cette réplique, le camarade Durruti nous sourit, et nous prenons congé de lui par une vigoureuse poignée de main.

## *LA MARCHE SUR MADRID*

La Marche sur Rome avait été une promenade militaire ; la Marche sur Berlin, une tragi-comédie parlementaire, dont le bilan se soldait par le Reichstag brûlé et un coup de hache sur la tête héroïque de Van der Lubbe. La Marche sur Madrid s'achève par le broiement épouvantable des tanks franchissant des barrières de cadavres. Pour la première fois dans l'histoire, un dictateur aura fait la conquête de « son » peuple à coups de torpilles aériennes et de gaz asphyxiants : il aura fait à « sa » patrie une guerre d'extermination. Jamais Attila ou Tamerlan n'ont traité une ville ennemie comme les militaires espagnols traitent « leur » propre capitale. Les conquérants d'autrefois veillaient à conquérir autre chose que des cimetières, et prenaient soin de se conserver des sujets, dans les pays où s'abattaient leurs armées. Les phalangistes, eux, sont des gaillards d'une autre trempe, et c'est sur « leur » propre sol qu'ils « collectionnent des déserts ».

* * *

Oh ! Juan March est un plaisant Don Juan. Ne pouvant séduire l'Espagne, il la corrompt ; ne pouvant la corrompre, il la viole ; et ne pouvant la violer, il la tue. Ses compères se partagent, d'ailleurs, fort équitablement la besogne : Hitler, Mussolini, Salazar et Pie XI tiennent la belle aux quatre membres. Et M. Blum porte la chandelle.

Les bons voisins, au vacarme de la lutte, vont chuchotant entre soi : « Que de bruit chez cette fille ! Quoi, toujours des cris, des querelles, des révolutions ? Ne pourra-t-on dormir en paix ? Mettre le holà, nous n'en avons garde, pour recevoir quelque mauvais coup... Souhaitons

donc qu'on en finisse le plus vite possible ! Qu'elle crève, et que tout soit dit ! »

C'est à quoi MM. les officiers, évêques et autres maquereaux d'Espagne s'emploient de leur mieux.

* * *

Henri IV disait que « Paris vaut bien une messe ». Franco, lui, pense sans doute que Madrid vaut bien une peste. Car sa « voie triomphale » est pavée d'un million de morts, et si elle se poursuit, il n'est pas sûr qu'il reste assez d'Espagnols vivants pour enterrer les cadavres.

Cette éventualité est d'ailleurs acceptée de grand cœur par les dignes acolytes de ce foudre de guerre civile. « Nous fusillerons jusqu'au dernier marxiste et nous pendrons jusqu'au dernier anarchiste, même s'il ne doit rester personne en Catalogne »... « J'anéantirai Barcelone et Valence, et jusqu'à leur souvenir »... « Quatre-vingt-cinq pour cent des familles d'Andalousie porteront le deuil »... « Pas un seul mécréant fils de chien n'échappera ». Telles sont les boutades familières des aristocratiques généraux, ornements de Radio-Séville et du grand quartier général fasciste.

* * *

Faut-il le dire ? Auprès des buveurs de sang et de Manzanilla du militarisme espagnol, Mussolini et Hitler sont presque des héros de légende. L'un fait figure d'Héraclès et l'autre de Siegfried. Ils ont au moins la prétention, à travers leurs crimes, de ressusciter Rome et Sparte en leur patrie, de rendre au peuple le sentiment de la grandeur impériale, de la communauté de sang, de l'esprit civique et de l'honneur militaire. Ils ont galvanisé une jeunesse, orienté des dévouements et des espérances, synthétisé puissamment un « style de vie ». Ils ont inventé des mythes, des symboles : le faisceau bien lié, plus solide qu'un tronc d'arbre ; la croix gammée du feu céleste, marque des fils du soleil ! Ils ont fondu ensemble la psychologie de clan et le sadisme guerrier et ont cristallisé autour de ces profonds atavismes de l'âme humaine la plupart des éléments de la vie moderne. Du mouvement socialiste de leur pays, ils ont presque tout utilisé : volontarisme italien et mystique grégaire allemande, refoulements et appétits de puissance : Lassalle et Gobineau, Sorel et Nietzsche.

Mais les fascistes espagnols, aussi misérables que les nôtres, ne sont que conservateurs bien pensants et avares, rancis dans la haine la plus basse, le lucre mesquin et la cagoterie féroce. Leur emblême commun, la tête de mort, constitue tout leur programme et la prophétie de leur destin. Ces larves funèbres, que la vie a quitté depuis des siècles, ne hantent notre monde que pour le transformer en charnier. Leur mot



d'ordre ? « Tue, assomme ! ». Leur devise ? « Le Christ-Roi ! » (c'est-à-dire la royauté du gibet). Leur récréation ? « Provoquer cet état de désespoir dans l'avilissement qui change en venin le sang lui-même dans les veines de la victime. »

* * *

Financée par des tenanciers de tripots et de maisons closes, équipée de lance-flammes et de balles dum-dum par les capitalistes étrangers, commandés par des enfroqués jésuites et des généraux catholiques, l'Armée de la Morale, de la Patrie et de la Foi se compose en Espagne de tous les coupe-jarrets et mercenaires recrutés en Afrique et aux quatre coins du monde. Elle se propose de régénérer l'Espagne comme l'Inquisition sauvait les âmes des hérétiques. Les auto-dafés de Badajoz, d'Irun et de Tolède démontrent le zèle catholique de cette armée et son empressement à suivre les prescriptions de la Sainte Eglise. Cent jours d'indulgence à qui tuera un marxiste ! Des colliers d'oreilles humaines suspendus aux autels de la Vierge ! Une débauche de sadisme clérical comme on n'en avait pas vu l'équivalent depuis Torquemada ! N'est-ce pas la renaissance merveilleuse de cette foi catholique qu'on croyait éteinte et émoussée, incapable de susciter de nos jours d'autres croisades et d'autres guerres de religions ?

Et ce patriotisme qu'on croyait mourant dans l'Espagne anarchisante et fédéraliste — quel sublime réveil lui apportent les étendards rouges et jaunes, brandis par des sicaires poméraniens, napolitains ou mahométans, et les coupe-coupe mauresques bénis par le Pape, et les bombes incendiaires des Capronis et des Junkers ! Avant même de posséder l'Espagne, l'Etat-major « national » coupe et tranche à tort et à travers dans la chair du peuple pour offrir telle province à Hitler, telle autre à Mussolini, telle autre encore au Portugal, et les derniers rogatons à la France (Franco lui a déjà « fait cadeau » de l'enclave de Llivia, qui n'était pas entre ses mains).

* * *

Tel est l'avènement du fascisme, sa conquête et sa réalisation en Espagne. Le voici tel qu'il se peint lui-même, tel qu'il s'est voulu, préparé, comploté, déclenché à l'heure dite, sous forme de sédition militaire. Le fascisme espagnol déshonore le fascisme mondial par son comble de traîtrise, de stupidité, d'abjection et d'horreur. Il se heurte à tout ce qu'il y a de vivant en Espagne. Ici, pour la première fois, la question véritable est posée : *Fascisme ou Anarchisme ?*

Nous comptons sur les milices de la F A I pour la résoudre.

## *FAUT-IL PROCLAMER LA COMMUNE DE MADRID ?*

Le premier acte de la Commune de 1871 fut d'émanciper Paris du rôle de capitale en proclamant l'autonomie de toutes les communes de France. Celles-ci étaient fraternellement invitées à s'insurger, à prendre en mains leurs destinées révolutionnaires et à constituer entre elles une vaste Fédération d'entr'aide et de défense, face au double militarisme des Versaillais et des Prussiens. En appelant ainsi les provinciaux à la lutte sur un pied de complète égalité et d'autonomie réciproque, les Communards parisiens ouvraient la porte toute grande à toutes les formes d'initiatives, à toutes les créations spontanées, à toutes les libres expériences dont est faite une révolution. En même temps, ils leur offraient l'exemple et le modèle d'une prise de conscience et d'une action directe qui illuminaient toute la France.

Bakounine et Marx furent unanimes à saluer ce manifeste comme ouvrant la voie la plus directe à un auto-gouvernement des masses et à une véritable émancipation économique et politique de l'humanité. La déchéance de l'Etat, l'abolition de la propriété capitaliste dont il est le gardien, leur apparurent dès lors comme les conséquences à peu près inévitables de la décentralisation et de l'armement général du peuple, idée qui reçut une éclatante confirmation dans le cours de la révolution en Russie et en Europe centrale, durant les années 1917-1921.

*Dans un état centralisé*, les contrastes d'opinion et d'intérêt ne peuvent se régler que de deux façons : par voie *parlementaire* sous la forme de compromis ou par voie *dictatoriale* sous la forme d'anéantissement de tous les partis en présence, sauf un.

Il est facile de voir que, dans le premier cas, les solutions qui l'emportent sont celles de l'impuissance, de l'opportunisme et de conservatisme social. Dans le second cas, le dernier mot appartient au plus cauteleux, au plus ambitieux, au plus féroce. Dans le premier cas, la révolution avorte ; dans le second, on l'assassine. Tel est le dilemne implacable où la politique enferme les mouvements sociaux.

Par contre, le *Fédéralisme* autorise toutes les tentatives sociales, même les plus audacieuses ; il en fait des « expériences » — que tous les Fédérés suivent avec d'autant plus d'attention et de sympathie que rien ne les oblige à les imiter. Dans un pays en état de révolution fédéraliste, il y a de la place et du travail pour tous les révolutionnaires et pour tous les hommes de bonne volonté, pour toutes les formes d'organisation et de rétribution du travail, pour tous les procédés d'échange et de distribution des subsistances, pour tous les rêves de la vie et pour toutes les formes de la pensée. Entre les communes, les régions et les provinces, il existe



donc des différences d'activité, d'orientation, de climat révolutionnaire. Mais au lieu d'être des contrastes politiques que l'on règle par le fer et par le feu, jusqu'à ce qu'une faction d'un seul parti reste maîtresse du champ de bataille, il s'agit bien plutôt d'une diversité naturelle d'instinct et de sentiments, ou de la poursuite des problèmes distincts, dont les multiples solutions pourront être sélectionnées pour le plus grand profit de tous.

Les conditions nécessaires et suffisantes pour que les progrès de la révolution s'exécutent dans la liberté et l'enthousiasme, et non pas dans la terreur et l'extermination, nous allons tâcher de les résumer ci-dessous:

1° *Application des mesures sociales à ceux-là et par ceux-là mêmes qui en décident — et non pas à tout le pays et par l'autorité du gouvernement.*

2° *Respect des minorités, celles-ci devant être autant que possible mises à même de s'organiser selon leurs vœux, grâce à la libre circulation des personnes et des biens personnels.*

3° *Solidarité économique de toutes les formes de production : entreprises individuelles, coopératives, municipales, syndicales, régionales, guildes et coopératives de main-d'œuvre, etc., etc...*

4° *Solidarité de défense de toutes les communes contre les chocs en retour du militarisme et de la réaction, l'invasion étrangère, etc...*

5° *Solidarité sociale étroitement organisée entre les groupements, quels qu'ils soient, adoptant les mêmes normes et poursuivant des buts analogues. (Ceci afin de permettre une sélection rationnelle entre les diverses manières d'organiser les transports, échanges et relations administratives dans le pays et entre les pays).*

Par le centralisme gouvernemental, les révolutions sont menées au tombeau. Le fédéralisme les rend invincibles.

(Ecrit en juin 1936 et publié sous le titre : *Le Socialisme et la Peine de Mort.*)

## *MORT D'UN HOMME*

Je voudrais dire ici quelques mots de l'homme qui vient de mourir.

Je ne sais pas si Buonaventura Durruti était un génie militaire. Mon ignorance en stratégie ne me permet de dire ni oui, ni non ; mais j'incline à croire qu'il n'avait rien de l'inhumain détachement ni de la froide calculation qui font les César et les Bonaparte.

C'était un homme, tout simplement.

Un gars taillé en force, qui n'avait pas froid aux yeux, qui voyait clair dans le danger, parlait franc, décidait vite, aimait vraiment ses camarades, était aimé d'eux et ne boudait devant aucune besogne.

Il avait la stature d'un pilier de mêlée, le regard d'un vieux marin, et le sourire d'un adolescent. En d'autres temps, il aurait fait un bon harponneur de baleines, un bon fondateur de ville, un bon conducteur de caravane vers l'Ouest, en route vers les vallées des étoiles. Il fit un bon chef de « bandits anarchistes », un bon organisateur de syndicat, et resta un bon ouvrier.

* * *

Durruti et sa Colonne seront légendaires. Ils étaient faits l'un pour l'autre. Il se trouve que, depuis le début de leur association, jamais ils n'ont été battus, jamais ils n'ont tourné les talons. Cela s'appelle la chance, ou la confiance, ou le surgissement spontané du génie, peu importe, et c'est avec cela que sont faites toutes les grandes réussites humaines.

Durruti n'aimait pas la guerre, et ses Dix-Mille pas davantage. C'étaient des révolutionnaires, des antimilitaristes, des anarchistes. C'est pourquoi leur manière de se battre ne plaisait guère à Mola, ni à Franco, ni à ce fameux général Goded, le triomphateur réactionnaire de 1934, dont les gars de la F A I anéantirent les régiments en quarante-huit heures de combat dans les rues de Barcelone, lui prenant son artillerie et enlevant d'assaut ses casernes avec des pistolets, des pétards de dynamite, des bouteilles d'essence et des pierres.

L'éloquence de Durruti n'avait rien de militaire, ni d'académique.

Quand il entra dans les campagnes aragonaises à la poursuite des fascistes vaincus, il donna lecture de son « bano » proclamant le communisme libertaire et le fit suivre dans chaque localité d'une petite allocution qu'il adressa aux paysans. Il leur disait que la moisson était belle, que la terre allait enfin être la mère nourricière de tous les hommes, et qu'il fallait bien soigneusement faucher et engranger cette belle moisson sans en rien perdre pour que le peuple ne souffrit pas de faim. Il disait aussi que la guerre était une chose dure et cruelle pour tous et un grand danger pour la révolution ; donc, il fallait la terminer rapidement par un bon coup de collier pour retourner à l'usine et construire un monde nouveau. Il ajoutait que lui, Durruti, y retournerait « comme il était venu, sans galons sur les manches, ni portefeuille sous le bras, en cotte bleue et en espadrilles ».

Aux soldats qui se rendaient prisonniers, il offrait de servir la juste cause dans les rangs de sa colonne, de devenir de libres miliciens du peuple et non plus les chiens de garde du capital. Et il leur assurait qu'ils seraient traités par ses hommes et par lui-même comme des frères retrouvés.

Aux nouvelles recrues qui tremblaient en montant en ligne, il parlait rudement et tendrement, leur expliquant que « si l'on n'avait pas peur, ça ne serait pas la peine d'avoir du courage ». Après quoi, il appliquait tout son bon sens, toute son ingéniosité de bricoleur débrouillard, à nourrir, vêtir, loger, transporter, organiser et approvisionner « sa » colonne, inspirant à son entourage l'unique ambition d'en faire une colonne modèle.



* * *

L'ordinaire de ses troupes était le sien, leur vêtement le sien, et son robuste tempérament lui permettait de pourvoir à tout et de se reposer le dernier sans risquer le surentraînement ou le claquage.

Il avait les plus grands égards pour la sécurité, la vie et la liberté des habitants de la zone de guerre, pour celles des combattants, celles des blessés et celles des prisonniers mêmes, pourvu qu'ils rompent avec le fascisme. C'est ainsi, si je ne me trompe, que Durruti devint le symbole et l'incarnation naturelle de « l'esprit des milices » ; qu'il se fit aimer des paysans, des ouvriers et des combattants, et qu'il gagna par surcroît un certain nombre de batailles contre un ennemi supérieur en matériel, en expérience et en technique militaires.

Tout en lui adressant des flatteries, l'élément bourgeois du bloc « antifasciste » essaya sournoisement de réaliser une contre-révolution par le rétablissement du *statu quo* social et gouvernemental et par la reconstitution de l'Armée régulière. C'est alors que Durruti montra les dents et menaça les politiciens d'aller lui-même avec ses camarades du front mettre fin à leurs petites combines et à leurs flirts avec le fascisme.

Les ennemis de la liberté en Espagne comprirent qu'ils avaient à faire à un adversaire irréconciliable et qui se refuserait toujours à « jouer le jeu » des puissants de ce monde. Ils parlaient capitulation, militarisation, diplomatie, stratégie, capitaux et politique. Durruti répondait révolution. Toute conversation était impossible. Ne pouvant ni ébranler Durruti, ni le corrompre, la contre-révolution l'a assassiné.

## DECEMBRE

### *ARBITRAGE ? ARMISTICE ?*

La preuve est faite : Franco fera peut-être de l'Espagne un désert ; il ne réussira pas à la conquérir. Et voilà que les mêmes capitalistes qui tremblaient de voir leurs usines collectivisées (30 p. 100 de la grosse industrie est contrôlé par le capital étranger) craignent maintenant de voir ces mêmes usines anéanties par la bestiale fureur des Maures et des

phalangistes, au cours d'une guerre totale, d'une guerre d'extermination menée *contre l'Espagne* par les soi-disant nationalistes espagnols.

Avec l'illusionnisme propre à une classe historiquement condamnée, le capitalisme international s'imagine pouvoir arrêter le cataclysme qu'il a déchaîné, empêcher à la fois le triomphe de la révolution sociale et celui de la barbarie destructrice des réactionnaires — éviter la victoire de Franco et celle des travailleurs.

Jusqu'à présent, ils se sont arrangés pour que la partie soit indécise, en renforçant par tous les moyens le camp fasciste, qui s'est avéré incapable de résister autrement que par l'appui des puissances européennes.

Mais la perpétuation de la guerre aboutit aux mêmes résultats destructeurs que la perpétuation du fascisme. Le peuple espagnol ne se laisse ni désarmer, ni terroriser, ni intimider par l'hostilité de tout un monde d'ennemis. Il lutte jusqu'à la mort, il est prêt à s'ensevelir sous les ruines plutôt que de renoncer à la liberté.

Les cadavres n'inquiètent que médiocrement la finance internationale qui tire profit de tout, même de la mort. Mais les ruines dont les miliciens anarchistes sont décidés à faire au besoin leur tombeau, sont celles des propriétés capitalistes ; ainsi se trouve touché au cœur le Shylock international. Si des torrents de sang humain ne peuvent l'émouvoir, l'incendie d'une banque ou d'immeubles de rapport lui est une tragédie. « Sauvons au moins les meubles » est devenu le mot d'ordre de l'Angleterre et de la France capitalistes, et par contre-coup de leur alliée : la Russie.

Menacées de tout perdre, les puissances conservatrices, qui voient l'Allemagne et l'Italie tuer « leur » poule aux œufs d'or, s'offrent bénévolement à partager. C'est là le sens profond de la proposition d'arbitrage élaborée par M. Eden, au nom symbolique. Il s'agit de ramener l'Espagne fasciste et anarchiste dans le paradis de la paix et de la prospérité capitaliste, en la divisant en deux zones d'influence, de protectorat et d'exploitation : l'une anglo-franco-russe, l'autre italo-allemande.

Que devons-nous penser de cette proposition ? Est-elle susceptible d'épargner à l'Espagne les horreurs de la guerre civile ?

## *L'ESPAGNE ET LA S. D. N.*

L'Espagne républicaine vient d'invoquer auprès de la S. D. N. l'application de l'article 11 du pacte. Les agissements de l'Allemagne et de l'Italie constituent en effet, à tout le moins, des « menaces de guerre ». S'il est démontré que le torpillage du *Cervantès* est bien le fait de sous-marins allemands, les Etats signataires devront, en outre, sous peine



de forfaire à leurs engagements, exécuter les obligations de l'article 16 : « Rompre avec l'Etat agresseur et fournir assistance militaire et navale à l'agressé. »

Exécuteront-ils ces engagements ? Nous en doutons fort, étant payés pour savoir que les lois sont au service des puissances et non pas les puissances au service de la loi. Le capitalisme mondial a reconnu dans le peuple espagnol son ennemi le plus dangereux. Et la S. D. N. n'est, on le sait, que le conseil directeur du capitalisme mondial.

D'ailleurs, n'avons-nous pas à nous défier d'une intervention militaire sur le sol espagnol quels que soient son origine ou son prétexte ?

La non-intervention doit être maintenue bilatéralement, vis-à-vis des Russes ou des Français, comme vis-à-vis des Allemands et des Italiens.

Ce que nous réclamons, ce que réclame le peuple espagnol, c'est *la levée du blocus* qui frappe les forces populaires de la nation ; c'est *la fin de l'embargo* commercial dont les forces antifascistes sont les victimes exclusives ; c'est, enfin, *la garantie d'une libre circulation des marchandises par terre et par mer,* sans que les corsaires italo-germano-francistes puissent se livrer à leur piraterie cynique, sous pavillon « neutre », à l'égard des navires ravitaillant les milices.

Quant à l'Armistice qu'on nous propose, pourquoi pas ? Nous sommes les premiers intéressés à transformer la guerre en révolution et pour cela à cesser les opérations *militaires*. Même leurs victoires militaires ne feraient que compliquer la tâche des vrais régénérateurs de l'Espagne : nos camarades de la CNT et de la FAI ! Nous préférons libérer les forces du front pour accomplir la transformation sociale, et nous sommes certains qu'aux côtés d'une Espagne syndicaliste et libertaire, le régime Franco-Mola s'effondrerait de lui-même, sous l'unanime mépris des populations laborieuses qu'il a voulu ramener au servage le plus abject.

C'est pourquoi l'armistice n'a rien qui nous effraye ; non plus que le renvoi des forces étrangères italo-allemandes et russes.

Seulement, si c'est pour tomber de la domination hypothétique de quelques puissances rivales à la domination absolue et organisée du capitalisme mondial s'immisçant dans les destinées du peuple ibérique... merci du cadeau !

Au fond, les gouvernements ne peuvent rien pour la révolution espagnole, et peuvent tout contre elle. C'est aux *masses travailleuses* de nous aider et de leur barrer la route, en neutralisant *par l'action directe* les manœuvres de toutes sortes qui ont pour but l'étranglement de la liberté en Espagne.

### *La S. D. N. peut-elle pacifier l'Espagne ?*

Pour répondre à cette question, il faut examiner tour à tour l'Espagne occupée par les hordes de Franco et l'Espagne libre, antifasciste.

La partie la plus agricole, la plus vaste, mais la moins peuplée de l'Espagne est aux mains du fascisme international. Elle étouffe sous le joug, elle se meurt de misère, elle est quotidiennement décimée par les exécutions en masses. Peut-on supposer que son sort pourrait être amélioré, normalisé, par le retour à l'arrière des hordes mercenaires qui occupent actuellement la ligne de feu ? Bien au contraire ! Ravages et massacres se poursuivraient à l'arrière — comme ils se poursuivent à l'avant — chaque fois que l'armée rebelle occupe de nouvelles positions ! L'irréductible résistance des opprimés, des exploités, des martyrisés de l'usine et des champs, ne désarmerait pas non plus. La guerre civile continuerait donc, et cela jusqu'à la chute de Franco, ou jusqu'à la transformation en désert des provinces dont il serait reconnu le maître.

Et l'Espagne antifasciste, libérale et républicaine ? Ici encore, notre réponse nous est dictée par des constatations évidentes, irréfutables. Une révolution sociale est en marche dans les provinces actuellement libérées. Cette révolution sociale n'est pas le produit d'une agitation superficielle, ni d'un complot, ni d'une nécessité momentanée. Elle est indispensable à la vie du peuple. Elle ne peut être différée. Elle est la raison d'être de la lutte engagée, des sacrifices consentis. Elle a réalisé des faits nouveaux, inouïs, d'une vitalité extraordinaire. Elle est absolument incompatible avec la domination, la colonisation, la « pacification » impérialiste. L'expérience de l'histoire prouve qu'on n'arrête pas une révolution sociale, qu'on n'arrache pas à un peuple ses conquêtes héroïquement réalisées par l'action directe — sans procéder à une guerre civile exterminatrice, sans instaurer une dictature de fer, sans multiplier des actes d'une violence sans limite, sans établir un règne de terreur.

De la même façon que les troupes du front en pays fascistes ne seraient libérées de leur besogne proprement militaire que pour déferler sur l'arrière-pays comme une épidémie de choléra, de la même façon les miliciens de la liberté, cessant d'être les gardiens d'une frontière, deviendraient ou redeviendraient aussitôt des révolutionnaires sociaux dans toute la force du terme, exigeant de la bourgeoisie libérale — qui a profité de « l'union sacrée » pour se maintenir, pour spéculer et pour se stabiliser — l'abdication complète, intégrale de ses privilèges.

Nous croyons donc que l'arbitrage des Etats impérialistes, même s'il réussissait à imposer l'armistice, à établir une frontière et, au besoin, une zone neutre, entre fascistes et antifascistes, ne pourrait en aucune façon mettre fin à la lutte. Le résultat serait bien plutôt d'approfondir celle-ci en la plaçant sur son véritable terrain, dans le sens d'une « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ».

Les récents événements ont mis à nu l'attitude réelle des puissances en face du problème espagnol. A moins d'aveuglement volontaire, on ne



saurait plus conserver la moindre illusion en ce qui concerne la soi-sante *neutralité*.

On a pu croire que le déclenchement du putsch fasciste était dû à des causes fortuites. Aujourd'hui, il est démontré qu'il s'agissait d'une opération de grande envergure combinée par le capitalisme international pour s'approprier l'Espagne et y étouffer préventivement la révolution sociale qui s'y préparait.

On a pu croire que l'aide apportée à Franco par les Etats fascistes avait la valeur d'une « croisade idéologique ». En réalité, il s'agit d'une entreprise de colonisation. On a pu croire que les nations démocratiques se sentiraient solidaires du gouvernement de Madrid, émanation de la légalité républicaine et défenseur de la Constitution. En réalité, l'Angleterre, l'Amérique du Nord, la France et leurs alliés étaient résolus, dès le début, à laisser s'accomplir la colonisation de l'Espagne, comme ils ont laissé s'accomplir celle de l'Abyssinie. Des observateurs désintéressés, comme Louis Emery, nous ont révélé que la « grande pensée » de M. Blum était de gagner du temps en abandonnant au fascisme tout ce qui n'avait pas une fonction vitale dans le système impérialiste des trois grandes puissances « démocratiques ». Il compte, par cette politique, resserrer l'union des puissances en question, lorsqu'il s'agira de défendre les positions capitales de l'impérialisme français sur le Rhin, etc...

On a pu croire que la Russie stalinienne et l'Internationale « communiste », dont les devises révolutionnaires servent de prétexte à la prétendue « croisade mondiale des fascismes contre le bolchévisme destructeur », se sentiraient solidaires des marxistes et communistes espagnols, et apporteraient, sans marchander, leur concours effectif à l'Espagne révolutionnaire. En réalité, la Russie a attendu, pour intervenir, que la situation soit désespérée, alors que le moindre effort donné au mois de juillet 1936 eût permis d'en finir complètement avec Franco et ses mercenaires. Elle a fait si chèrement payer son invention — prenant en gage le trésor de la Banque d'Espagne, imposant ses conditions politiques à tous les partis de l'Espagne républicaine, et installant sur le sol ibérique ses propres troupes pour utiliser à son gré les engins fournis — qu'on peut assimiler cette opération à une vassalisation complète du gouvernement de Valence à la Russie.

Pas plus que les troupes italiennes, allemandes, irlandaises ou autrichiennes qui sont actuellement l'élément principal de l'armée de Franco, les troupes russes de Madrid ne sont en aucune façon composées de volontaires mûs par un idéal social ou politique. Il s'agit d'un corps expéditionnaire en service commandé, maintenu dans les cadres d'une discipline de fer et d'une étroite surveillance. Avant comme après l'intervention russe, les partisans de la révolution mondiale continuent à

être persécutés en Russie et privés du droit de venir combattre aux côtés des marxistes et des anarchistes espagnols. Ceux qui débarquent en Espagne sont des techniciens et des militaires *désignés d'office* et appartenant aux milieux les plus mécanisés et les plus conformistes de la nouvelle bureaucratie et de l'armée professionnelle. En intervenant en Espagne, la Russie de Staline entre tout simplement dans le cercle des puissances impérialistes qui ont résolu de se partager l'Espagne et les colonies encore disponibles du monde entier. Elle revendique sa part du gâteau aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie.

L'Armistice, la médiation, le blocus, sont autant de formes de l'intervention capitaliste en Espagne, ayant directement pour but d'assurer le partage de celle-ci entre les rivaux impérialistes. A quelque réserves près, toutes les puissances sont d'accord pour ouvrir la succession du gouvernement de Madrid, à leur profit autant que possible, et surtout pour éviter un développement révolutionnaire de la situation, tant dans les zones occupées par Franco que dans celle où se trouvent les forces loyales.

La France a déjà appliqué unilatéralement, à titre « d'encouragement », les mesures qu'elle propose d'internationaliser : elle procède à des arrestations préventives de volontaires présumés et de leurs « complices ». La Suisse et la Belgique l'imitent. Dans la patrie de Guillaume Tell le fait de vouloir combattre pour la liberté est puni d'une peine de prison assez forte pour que la phtisie ou la folie achève l'œuvre commencée par le régime cellulaire. La Russie, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie sont unanimes à réprouver le recrutement clandestin des volontaires comme contraire à la souveraineté des Etats — qui ont seuls pouvoir de vie et de mort sur leurs sujets !

A ces revendications, l'Allemagne et l'Italie ajoutent : l'interdiction des collectes de solidarité et de toute littérature de propagande en faveur de l'un des partis en présence. N'est-ce pas déchirer définitivement le voile de la « croisade idéologique » pour transporter la question dans le domaine des « affaires » qui exigent *silence, rapidité* et *discrétion ?* Et comment ne pas évoquer la tirade de Ruy Blas : « Bon appétit Messieurs ! », devant cette cuisine diplomatique où l'Aigle des Asturies...

« Cuit, pauvre oiseau plumé, dans leur marmite infâme ! »

## « *LES BIENFAITS DE LA GUERRE AERO-CHIMIQUE* »

C'est le cœur meurtri, s'il faut en croire le journal *Le Temps*, que le général Franco s'est résolu à la triste nécessité de détruire Madrid. Et, plus récemment, c'est avec des larmes dans les yeux qu'il a décidé d'en



empoisonner les habitants avec les projectiles « croix verte » que lui fournissent les Allemands !

Le général Queipo de Llano, au micro de Radio-Séville, s'est chargé d'expliquer cette crise inattendue de scrupules humanitaires. Il n'y a pas à Madrid que des hôpitaux, des maternités, des écoles enfantines et des familles de « salopards » appartenant à la race ignoble des gens qui travaillent pour vivre. « Nous avons des amis à Madrid », a dit le général. Il y a le haut gratin des quartiers chics, les bien-pensants, les amateurs d'assassinat et d'espionnage, les rupins, les calotins et les capitulards... Qu'adviendra-t-il de cette Elite sociale ?

Et d'une façon générale, ne faudrait-il pas renoncer à la guerre des gaz, au bombardement des villes, qui risque d'atteindre, malgré les précautions prises, les intéressants spécimens de la classe dominante et possédante qui n'aurait pu s'enfuir à temps vers leurs yachts, leurs avions, leurs Rolls-Royce et leurs villégiatures étrangères ?

C'est ici qu'intervient la théorie du major Suschland, vulgarisée en France par l'*Echo de Paris*, de M. Henri de Kerillis. Après avoir comparé les effets probables d'un bombardement sur un quartier ouvrier, à plâtras, rues étroites, taudis surpeuplés — et sur un quartier aristocratique à châteaux inhabités, pierres de taille, boulevards plantés d'arbres, squares, pelouses et jardins — le major Suschland, officier supérieur au ministère de l'Air de Berlin, a découvert que le bombardement aérien, effroyablement meurtrier dans le premier cas, était presque anodin dans le second.

Cette conclusion a rempli d'un tel enthousiasme la rédaction de l'*Echo de Paris* qu'elle s'est empressée d'en faire part à la bourgeoisie française, par la plume du joyeux échotier Robert d'Harcourt :

*L'article du major Suschland se propose de nous mettre sous les yeux les* bienfaits *pour la population civile de l'attaque aérienne...*

*La bombe d'avion... en tombant dans les quartiers luxueux à faible densité humaine, fera peu de dégâts et, en même temps, épargnera le matériel humain de qualité.*

*En éclatant dans les quartiers populeux et resserrés, elle fera au contraire des ravages massifs. Ravages ou bienfaits ?* Bienfaits plutôt, puisqu'ils nous délivrent de sous-produits sociaux...

*La nature récompense ceux de ses enfants dans lesquels elle reconnaît la meilleure étoffe vitale en leur offrant les larges avenues et les maisons construites en beaux mœllons. Elle laisse au déchet humain la mansarde et la ruelle tortueuse...*

*Non seulement l'attaque aérienne éclaircira* de la plus heureuse façon *les rangs des habitants des bas-fonds, mais elle apporte une contribution précieuse au problème psychiâtrique...*

Pour ce qui est de la psychiâtrie *des classes dominantes,* certes oui, le document que nous venons de citer est prodigieusement révélateur.

La seule présence de la classe ouvrière, de cette classe dont les oisifs vivent, dans leur impuissance et leur atrophie de parasite, remplit ces mêmes oisifs *d'une crainte et d'une haine féroce.*

La peur des « petits voyous » pèse sur les jeunes messieurs comme un cauchemar. L'exécration des mondaines pour les femmes du peuple va jusqu'à l'hystérie. Et les bourgeois ventrus sentent trembler leurs bajoues à l'idée d'un règlement de comptes avec « la crapule » qui les nourrit.

S'ils étaient faits d'une « meilleure étoffe vitale », les possesseurs d'hôtels particuliers auraient-ils besoin de l'Etat, de ses flics et de ses canons pour les acquérir et pour les défendre ? Auraient-ils besoin de tant s'exciter contre la canaille et d'habiller leur colique de tous les oripeaux militaires du fascisme ? Non ! Ils ont la haine sourde et lâche.

Un désir exaspéré, refoulé par la crainte, hante la classe dominante : TUER DU PAUVRE.

Guerre nationale, guerre coloniale, guerre civile, tout lui est bon pour réaliser son obsession, son idéal secret : L'EXTERMINATION DES PAUVRES.

C'est pour cela que Franco-le-boucher est aujourd'hui le héros mondial de la Bourgeoisie.

---

Le travail typographique de ce cahier a été exécuté en camaraderie par des camarades syndiqués à la Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire (C G T S R). Le tirage s'est effectué sur les presses de l'Imprimerie Coopérative « La Laborieuse » à Nimes.